N° 11F0027M au catalogue — N° 067
ISSN 1703-0412
ISBN 978-1-100-97058-5

Document de recherche

Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE)

Habitudes de consommation des Canadiens âgés : Approche axée sur une cohorte synthétique

par A. Lafrance et S. LaRochelle-Côté

Division de l'analyse économique
18-F, Immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade Tunney's Pasture
Téléphone: 1-800-263-1136

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Habitudes de consommation des Canadiens âgés : Approche axée sur une cohorte synthétique

par

A. Lafrance et S. LaRochelle-Côté

11F0027M – N° 067
ISSN 1703-0412
ISBN 978-1-100-97058-5

Statistique Canada
Division de l'analyse économique
18-F, immeuble R.-H.-Coats,
100, promenade Tunney's Pasture, Ottawa, K1A 0T6

Comment obtenir d'autres renseignements :
Service national de renseignements : 1-800-263-1136
Renseignements par courriel : infostats@statcan.gc.ca

Mars 2011

Les auteurs tiennent à remercier John Baldwin et Mark Brown de leur collaboration, de leurs commentaires et de leur soutien. Ils aimeraient également remercier Michael Veall et Chris Poole de leurs commentaires précieux.

Les noms des auteurs sont présentés en ordre alphabétique.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2011

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue de préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire quelque contenu de la présente publication ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

The English version of this publication is available (catalogue no. 11F0027M, no. 067).

Note de reconnaissance
Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle
Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.gc.ca sous « Notre organisme » cliquez sur À propos de nous > Notre organisme > et sélectionnez « Offrir des services aux Canadiens ».

Série de documents de recherche sur l'analyse économique

La série de documents de recherche sur l'analyse économique permet de faire connaître les travaux de recherche effectués par le personnel du secteur des études analytiques et des comptes nationaux, les boursiers invités et les universitaires associés. Cette série de documents de recherche a pour but de favoriser la discussion sur un éventail de sujets tels que les répercussions de la nouvelle économie, les questions de productivité, la rentabilité des entreprises, l'utilisation de la technologie, l'incidence du financement sur la croissance des entreprises, les fonctions de dépréciation, l'utilisation de comptes satellites, les taux d'épargne, le crédit-bail, la dynamique des entreprises, les estimations hédoniques, les tendances en matière de diversification et en matière d'investissements, les différences liées au rendement des petites et des grandes entreprises ou des entreprises nationales et multinationales ainsi que les estimations relatives à la parité du pouvoir d'achat. Les lecteurs de la série sont encouragés à communiquer avec les auteurs pour leur faire part de leurs commentaires, critiques et suggestions.

Les documents sont diffusés principalement au moyen d'Internet. Ils peuvent être téléchargés gratuitement sur Internet, à www.statcan.gc.ca.

Tous les documents de recherche de cette série font l'objet d'un processus de révision institutionnelle et d'évaluation par les pairs afin de s'assurer de leur conformité au mandat confié par le gouvernement à Statistique Canada en tant qu'agence statistique et de leur pleine adhésion à des normes de bonne pratique professionnelle, partagées par la majorité.

Les documents de cette série comprennent souvent des résultats provenant d'analyses statistiques multivariées ou d'autres techniques statistiques. Il faut noter que les conclusions de ces analyses sont sujettes à des incertitudes dans les estimations énoncées.

Le niveau d'incertitude dépendra de plusieurs facteurs : de la nature de la forme fonctionnelle de l'analyse multivariée utilisée; de la technique économétrique employée; de la pertinence des hypothèses statistiques sous-jacentes au modèle ou à la technique; de la représentativité des variables prises en compte dans l'analyse; et de la précision des données employées. Le processus de la revue des pairs vise à garantir que les documents dans les séries correspondent aux normes établies afin de minimiser les problèmes dans chacun de ces domaines.

Comité de révision des publications
Direction des études analytiques, Statistique Canada
18e étage, Immeuble R.-H.-Coats
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0^s	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
^{p}	provisoire
^{r}	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
^{E}	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Résumé 5

Sommaire de gestion 6

1 Introduction 7

2 Historique 9

2.1 Études canadiennes 10

3 Données et méthodes 11

3.1 Sources des données 11

3.2 Dépenses, consommation et revenu 14

3.3 Traitement des biens durables 15

3.4 Logement 15

3.5 Automobiles 16

3.6 Évolution de la composition des ménages 17

4 Dépenses, consommation et revenu pendant le cycle de vie 18

4.1 Consommation et « remplacement » du revenu 20

4.2 Ratios de la consommation au revenu 21

5 Variations des habitudes de consommation 24

5.1 Dépense relatives à la santé 26

6 Mesures de dispersion 28

7 Conclusion 31

Annexe A : Description de la cohorte synthétique 32

Annexe B : Une solution de rechange pour obtenir les chiffres en fonction de l'équivalent par adulte 34

Bibliographie 35

Résumé

Les études sur le revenu annuel avant et après la retraite visent à déterminer dans quelle mesure le revenu diminue à ce stade important de la vie. Bien que ces études aient une portée et un objet variables, on s'entend généralement pour dire que le régime canadien de revenu de retraite offre des taux de remplacement du revenu qui dépassent 60 % à 70 % pour un grand nombre de Canadiens, en particulier ceux qui avaient un faible revenu lorsqu'ils étaient dans la force de l'âge actif. Toutefois, peu de publications examinent dans quelle mesure les retraités conservent les mêmes niveaux de consommation. En s'appuyant sur les données de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), la présente étude adopte une approche axée sur une cohorte synthétique afin de déterminer comment les habitudes de consommation des ménages dirigés par des personnes en fin de quarantaine (au début des années 1980) sont différentes de celles d'un groupe de ménages dirigés par des personnes au début de la septantaine (vers la fin des années 2000). L'étude conclut que même si la nature de la consommation évolue au fil du temps, les niveaux généraux de consommation « par adulte » ne se replient pas de façon importante chez les Canadiens au fil des années.

Sommaire de gestion

Ces derniers mois, le bien-être des retraités canadiens est devenu un enjeu politique d'une grande importance. Bien que la crise financière récente ait joué un rôle en ce qui concerne ce regain d'attention, d'autres problèmes ont également ravivé le débat sur la situation de suffisance financière des retraités canadiens. Ces problèmes comprennent la mesure dans laquelle les jeunes Canadiens sont suffisamment préparés à la retraite, la durabilité des régimes de pension privés et publics, le recul constant du ratio travailleurs-retraités, ainsi qu'une foule de problèmes liés au vieillissement de la population. Ces préoccupations ont été relevées récemment par Mintz (2009) et ont donné lieu à une série de rapports sur le système de sécurité du revenu du Canada.

Le présent document examine l'évolution des dépenses et des habitudes de consommation au fil du temps pour une cohorte de ménages ayant à leur tête une personne en fin de quarantaine au début des années 1980. Des groupes synthétiques de personnes considérées comme « représentatives » de ce groupe ont été créés au moyen de versions transversales subséquentes de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). On a alors examiné la consommation et les dépenses à cinq moments clés du cycle de vie d'une cohorte de Canadiens au fil des années.

Lorsqu'on les examine globalement, on constate que les dépenses et la consommation non rajustées des ménages ont toutes deux diminué pendant la période, mais pas autant que le revenu total. Cependant, cette baisse pourrait être attribuable aux besoins moins élevés des ménages, le nombre de membres du ménage ayant diminué de 3,4 à 1,7 en moyenne pendant cette période pour la cohorte à l'étude.

Pour tenir compte de l'effet de la diminution de la taille des ménages, les résultats ont également été exprimés sur une base « équivalent par adulte ». En fonction de cette approche, les dépenses ont également diminué, mais dans une mesure bien moindre. Par ailleurs, la consommation est demeurée relativement stable. En effet, les ménages dirigés par des personnes au début de la septantaine à la fin des années 2000 consommaient 95 % du montant consommé par les personnes en fin de quarantaine exactement 26 ans plus tôt. En comparaison, on a observé un taux de remplacement du revenu total par adulte de 85 %, la définition de ce revenu comprenant les flux provenant des services de logement.

S'il est vrai que la consommation a peu varié au fil du temps, du moins par adulte, la composition de la consommation a quant à elle changé. Pour les ménages septuagénaires, une plus forte proportion des dépenses de consommation étaient consacrées au logement, et une proportion moindre à la nourriture, aux vêtements et aux soins (principalement en raison des dépenses moins élevées au titre de la nourriture et des vêtements). Quoique la consommation de biens et services de santé ait augmenté, elle demeurait très modeste en moyenne.

Enfin, contrairement à la dispersion des revenus, la dispersion de la consommation n'a pas beaucoup varié pendant la période chez les ménages (la dispersion de la consommation se maintenant en moyenne autour de 30 % de la moyenne comparativement à 40 % à 55 % pour la dispersion du revenu). Cependant, la source de la variance a changé au fil du temps, la source de la variance totale étant devenue caractérisée essentiellement par des variations de la consommation liée au logement pour tous les ménages, et beaucoup moins par des variations de la consommation de nourriture, de vêtements et de soins.

1 Introduction

Le bien-être des retraités canadiens est récemment devenu un enjeu politique d'une grande importance. Bien que la crise financière récente ait joué un rôle en ce qui concerne ce regain d'attention, d'autres problèmes ont également ravivé le débat sur la situation de suffisance financière des retraités canadiens. Ces problèmes comprennent la mesure dans laquelle les jeunes Canadiens sont suffisamment préparés à la retraite, la durabilité des régimes de pension privés et publics, le recul constant du ratio travailleurs-retraités, ainsi qu'une foule de problèmes liés au vieillissement de la population. Ces préoccupations ont été relevées récemment par Mintz (2009) et ont donné lieu à une série de rapports sur le système de sécurité du revenu du Canada.

La suffisance du revenu était au centre de bon nombre de ces discussions. Plus précisément, plusieurs études ont examiné dans quelle mesure le revenu est « remplacé » pendant les années de retraite par différentes cohortes de retraités. Par exemple, LaRochelle-Côté, Myles et Picot (2010) ont constaté que le système canadien affiche des « taux de remplacement » relativement élevés, en particulier chez les personnes des échelons inférieurs de la répartition du revenu, du moins comparativement aux prévisions plus pessimistes des années 1970 et 1980[1]. Des conclusions semblables ont également été tirées par des études sur des populations plus ciblées, y compris celles qui étaient étroitement liées au marché du travail dans la force de l'âge actif (LaRochelle-Côté, Myles et Picot, 2008; Denton, Finnie et Spencer, 2009); celles qui avaient cotisé ou non à un régime de pension agréé dans la force de l'âge actif (Schellenberg et Ostrovsky, 2009), et celles dont la situation dans la famille avait changé (LaRochelle-Côté, Myles et Picot, à venir). En outre, d'autres études se sont concentrées sur des mesures non normalisées du revenu, comme l'équité du logement et d'autres biens, et ont permis de constater qu'il s'agissait de facteurs importants du bien-être des retraités (Brown, Hou et Lafrance, 2010).

Le revenu est un facteur important du bien-être des personnes âgées, mais il ne peut à lui seul que partiellement rendre compte de ce bien-être. Un autre aspect potentiellement important est la consommation et le degré de corrélation entre la consommation et le revenu. Cependant, on connaît mal l'évolution des habitudes de consommation chez les retraités, du moins au Canada. Bien des études publiées sur les habitudes de consommation au fil du temps chez les retraités s'appuie sur un contexte transversal (Chawla, 2005). Étant donné qu'elles offrent un aperçu instantané de retraités à un moment donné au lieu de s'attarder à l'évolution de la consommation au fil du temps, les études de ce genre ne peuvent pas déterminer si les variations de la consommation sont attribuables à l'évolution des préférences et des goûts, ou encore aux caractéristiques qui sont connues pour leur variabilité d'une cohorte à l'autre.

Ce manque d'information est attribuable, en partie tout au moins, à des lacunes statistiques. Depuis des années, plusieurs sources de données administratives et d'enquête recueillent de l'information sur le revenu : l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, le Recensement de la population, la Banque de données administratives longitudinales, et le Fichier sur la famille T1. Par ailleurs, les renseignements sur la consommation sont plus fragmentés, surtout avant l'introduction de la nouvelle Enquête sur les dépenses des ménages (EDM) en 1997, et l'information de ce domaine a toujours été recueillie de façon transversale. Cette situation a limité le potentiel d'une analyse de cohorte des habitudes de consommation au fil du temps.

Dans le présent document, on adopte une approche axée sur une cohorte synthétique pour recueillir de l'information sur l'évolution des habitudes de consommation des personnes âgées au fil des années. Par exemple, une cohorte synthétique est une méthode où les personnes de 70 ans dans une enquête réalisée en 2010 sont considérées comme « représentatives » des personnes de 40 ans dans une enquête semblable réalisée en 1980, c'est-à-dire exactement 30 ans plus tôt.

1. Voir Perrin (1969) et Gouvernement du Canada (1980).

L'utilisation de cohortes synthétiques n'est pas toujours parfaite, parce qu'elle ne tient pas compte des différences potentielles entre la cohorte synthétique et la cohorte d'origine. Les variations de la proportion de la population des immigrants au fil du temps, par exemple, pourraient être à l'origine d'un biais potentiel. Heureusement, l'information sur la caractéristique probablement la plus importante des ménages au fil des années, c'est-à-dire la taille du ménage, a été recueillie et est largement utilisée dans la méthodologie.

L'objectif principal du présent document consiste à comparer la consommation (et les dépenses) des ménages dirigés par des personnes qui étaient en fin de quarantaine au début des années 1980, à celles d'autres groupes de ménages dans le cadre d'enquêtes subséquentes qui correspondent à cette cohorte, ainsi qu'à examiner l'évolution de leurs habitudes de consommation et la corrélation entre leur consommation et l'évolution de leurs niveaux de revenu. Quatre autres points de comparaison sont examinés, ce qui donne au total cinq moments précis : les personnes en milieu de cinquantaine au début des années 1990, celles en début de soixantaine à la fin des années 1990, celles en fin de soixantaine au début des années 2000, et celles qui avaient franchi le cap de 70 ans à la fin des années 2000. Le deuxième grand objectif du document consiste à déterminer si les habitudes de consommation évoluent au fil du temps à mesure que les ménages vieillissent, puisque les ménages plus âgés pourraient être caractérisés par des besoins de consommation différents. Enfin, le document tente aussi de déterminer si les niveaux de consommation sont devenus plus ou moins « dispersés » ou inégaux chez les ménages canadiens au fil du temps, du moins en comparaison des mesures de la dispersion du revenu. Il faut d'abord discuter du contexte théorique sous-jacent de la question de la consommation pendant le cycle de vie.

2 Historique

La question de la consommation pendant le cycle de vie intéresse depuis longtemps les théoriciens et analystes de l'économie. La théorie du cycle de vie (TCV), introduite pour la première fois par Modigliani et Brumberg (1954), puis reprise plus tard par Friedman (1957), utilise un cadre qui présume que les personnes empruntent un parcours de consommation de manière à maximiser l'utilité tout au long de la vie, un parcours déterminé par une « contrainte budgétaire à vie ». Le modèle suggère que les habitudes de consommation devraient demeurer relativement stables au fil du temps, ou être « réparties équitablement » tout au long du cycle de vie, y compris après la retraite. Des modifications et des révisions ont été proposées à la TCV[2], mais le cadre de base utilisé par Modigliani et Brumberg (1954) et par Friedman (1957) offre quand même le paradigme de base pour éclairer les discussions sur les résultats empiriques.

Compte tenu de l'élaboration des données modernes sur la consommation, notamment celles de la Consumer Expenditure Survey (CEX) aux États-Unis, bien des documents empiriques ont mis à l'essai cette théorie en cherchant à déterminer si les personnes conservent les mêmes habitudes de dépenses après la retraite. Cela dit, les conclusions générales qui peuvent être tirées de ces études ne sont pas claires. La première étude (Hamermesh, 1984) examinait les habitudes de dépenses des couples âgés à partir des données longitudinales d'une source de données administratives. Contre toute attente à l'égard du modèle de la TCV, l'étude a conclu que la consommation *diminuait* dans les années suivant la retraite, une situation que beaucoup qualifiaient de « casse-tête de la consommation après la retraite ». Hamermesh est parvenu à la conclusion que les ménages américains n'économisaient pas suffisamment pour maintenir leur style de vie, et que paiements de sécurité sociale étaient insuffisants pour éponger la détérioration du bien-être qui accompagne la baisse des revenus après la retraite. Étant donné qu'elle a établi une aussi forte corrélation entre la baisse des revenus et la consommation, l'étude de Hamermesh a eu une forte incidence, parce qu'elle a remis en question la validité du modèle de la TCV élaboré par Modigliani et Brumberg (1954) pour décrire le monde réel. Depuis, de nombreuses autres études empiriques sont également parvenues à des conclusions semblables, même avec des données axées sur un panel (ou un pseudo-panel) (Banks, Blundell et Tanner, 1998; Bernheim, Skinner et Weinberg, 2001; Miniaci, Monfardini et Weber, 2003; Lusardi, 1996).

Récemment toutefois, d'autres études, de nombreuses étant fondées sur des données d'enquête par panel, n'ont pas trouvé de données qui indiqueraient une réduction considérable des habitudes de consommation chez les personnes retraitées. Certaines de ces études ont relevé de petits replis essentiellement rattachés aux dépenses alimentaires et/ou à d'autres dépenses liées au travail. D'autres études ont relevé des niveaux de dépenses relativement semblables, les changements se situant uniquement au niveau de la *composition* de la consommation (Hurd et Rohwedder, 2006; Hurst, 2008; Fisher et coll., 2005; Ulker, 2004; Ameriks, Caplin et Leahy, 2002).

Pour d'autres études, les données étaient plus mitigées; les niveaux de consommation ont diminué, mais seulement pour certains groupes de population. Par exemple, Smith (2004) a constaté que les niveaux de consommation diminuaient de façon marquée chez les personnes qui n'avaient pas pris leur retraite au moment de leur choix, mais qu'ils demeuraient relativement stables chez les personnes qui avaient pris leur retraite volontairement. Ces données soulèvent la possibilité que certains groupes vulnérables soient plus à risque que d'autres. De même, Hurd et Rohwedder

2. Voir Browning et Crossley (2001) et aussi Hurd et Rohwedder (2003) pour une description de ces modèles.

(2006, 2008) n'ont pas observé de replis significatifs dans l'ensemble de la population, mais ils ont constaté des reculs importants chez les personnes ayant des problèmes de santé[3].

La fourchette des résultats dans le domaine de la consommation après la retraite découle en partie des différences de méthodologie.

La première différence provient de ce qui est inclus dans la définition de « consommation » employée dans les différentes études. Par exemple, souvent en raison des restrictions des données, certaines des études susmentionnées s'intéressent à la consommation des biens non durables seulement, sans tenir compte de la consommation des biens durables (p. ex., le logement, les automobiles et les meubles) (Banks, Blundell et Tanner, 1998). C'est important parce que les habitudes de consommation pendant le cycle de vie varient d'une catégorie de dépenses à l'autre.

Un autre problème concerne le traitement de l'unité d'analyse, ou la façon dont les différences de taille du ménage dans une unité familiale sont prises en compte en fonction d'échelles d'équivalence pour neutraliser les changements de taille du ménage. Bien des ménages deviennent plus petits lorsqu'ils approchent la retraite, en partie parce que les enfants quittent le foyer familial. Il est important d'examiner la façon de traiter cette question dans une étude. Une définition de la consommation plus étroitement reliée au concept de bien-être doit s'adapter aux éventuelles économies d'échelle pouvant être associées à la consommation de certains articles, en particulier les biens durables (Pendakur, 1998; Lise, 2001; Fisher et coll., 2005). Cependant, des suppositions différentes au sujet des économies d'échelle peuvent entraîner des résultats différents (Ulker, 2004). Il faut donc faire attention lorsque l'on compare des études différentes et que l'on interprète des résultats individuels (on reparlera plus en détail du choix d'une équivalence d'échelle à la section 3).

Un troisième enjeu a trait aux diverses approches qui peuvent être utilisées pour examiner la question de la consommation après la retraite, en particulier dans un cadre longitudinal. Voici des exemples de questions : Quelles cohortes devrait-on examiner? Quels groupes d'âge devrait-on considérer? Quelle devrait être la période de référence? Bon nombre de ces choix sont axés sur les données, mais ils doivent également être faits de manière à assurer une analyse utile de l'évolution des habitudes de consommation chez les Canadiens âgés.

2.1 Études canadiennes

Contrairement au large débat sur la consommation après la retraite dans la documentation internationale (surtout aux États-Unis), les travaux empiriques sur les habitudes de consommation après la retraite sont relativement rares au Canada. Statistique Canada n'a pas réalisé d'enquête annuelle sur les dépenses avant 1996, et n'a jamais recueilli de données par panel sur les dépenses. Par conséquent, ce n'est peut-être pas par hasard que les habitudes de dépenses sont souvent basées sur des renseignements transversaux (Pendakur, 1998; Chawla, 2005; Chawla et Wannell, 2005). Par exemple, Chawla (2005) conclut que le niveau de consommation annuel moyen des ménages dirigés par des personnes de 65 à 74 ans représentait environ 70 % de celui des ménages dirigés par des personnes de 55 à 64 ans en 2003. Le niveau de consommation moyen des ménages dirigés par des personnes d'au moins 75 ans était encore plus bas, représentant seulement 50 % de ceux dirigés par des personnes de 55 à 64 ans.

Les estimations transversales entraînent un problème fréquent : elles ne tiennent pas compte des différences potentielles entre les cohortes, non seulement en ce qui concerne le revenu et d'autres

3. Les mêmes auteurs (Hurd et Rohwedder, 2006) déclarent également qu'une partie de la baisse de consommation pourrait être imputée à la substitution des activités du marché par des activités hors marché, comme le fait de prendre ses repas à la maison au lieu de sortir au restaurant, en particulier dans les groupes à plus faible revenu.

caractéristiques importantes, mais aussi à l'égard des préférences et des goûts. Pour régler ces problèmes, d'autres études canadiennes se sont efforcées d'élaborer des estimations des habitudes de consommation en établissant des modèles, malgré l'absence de données par panel sur la consommation. Par exemple, les études de Lise (2001) et de Denton, Mountain et Spencer (2002) établissent toutes deux des estimations empiriques de la consommation pendant le cycle de vie en regroupant des unités d'observations des différentes enquêtes transversales[4]. Plus précisément, Lise (2001) utilise les données de l'EDF et de l'EDM pour repérer les cohortes d'observations composées de personnes ayant une année de naissance donnée. Ces cohortes d'observations sont alors agrégées dans un format de régression pour mettre au point ce que l'on pourrait décrire comme un « parcours de consommation » typique au fil du temps. Des mécanismes de contrôle sont ajoutés pour tenir compte des différences potentielles entre les cohortes, pour obtenir des estimations de consommation plus robustes tout au long du cycle de vie.

Contrairement aux résultats des études transversales, les études de Lise (2001) et de Denton, Mountain et Spencer (2002) ont trouvé peu de données probantes sur la diminution des dépenses de consommation après la retraite. Lise (2001) a souligné même que la stabilité de la consommation observée après 50 ans est un « contraste frappant » par rapport à la chute du revenu disponible constatée autour de 45 ans (page 13). Cette observation confirme la TCV traditionnelle. De même, Denton, Mountain et Spencer (2002) n'ont pas trouvé de données probantes pour indiquer des changements considérables des habitudes de consommation après la retraite, mais ont constaté également que les niveaux de consommation sont plus réactifs lorsque les niveaux de revenu tombent après 65 ans. D'une façon générale, ces études semblent confirmer les études américaines récentes, qui ont relevé peu de variation des habitudes de consommation après la retraite.

Dans le présent document, nous établissons une cohorte précise et facile à identifier de ménages dirigés par des personnes qui ont atteint l'âge de la retraite dans les années 1990 et 2000, et nous examinerons leurs habitudes de consommation en adoptant une approche axée sur une cohorte synthétique. Cette méthode diverge de l'approche axée sur le cycle de vie, qui groupe les personnes d'un âge donné en compilant les observations des enquêtes sur la consommation réalisées à différents moments. L'accent sur une seule cohorte offre une solution de rechange qui, bien qu'elle soit sélective, accroît les données sur les habitudes de consommation longitudinales. Comme l'ont indiqué les études sur les taux de remplacement (LaRochelle-Côté, Myles et Picot, 2010), les différences entre les cohortes peuvent être importantes : les cohortes récentes s'en sortent généralement mieux que les cohortes précédentes. Compte tenu de l'élaboration en cours de l'EDM, il est maintenant possible d'établir une cohorte de ménages synthétique qui peut être suivie sur plus de 25 ans. Ce document diverge également des études axées sur le cycle de vie parce qu'on y examine la question de la consommation par rapport au revenu, et aussi parce qu'on y discute de la question de la dispersion de la consommation et des revenus chez les Canadiens au fil des années. L'approche suivie dans ce document est décrite à la prochaine section.

3 Données et méthodes

3.1 Sources des données

À Statistique Canada, la principale source de renseignements sur la consommation chez les ménages canadiens est l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). Cette enquête contient des renseignements détaillés sur le revenu et les dépenses des ménages au cours d'une année donnée. Elle est réalisée chaque année depuis 1997; les dernières données disponibles remontent

4. Dans une étude précédente axée sur des données canadiennes, Robb et Burbidge (1989) s'efforcent également de déterminer les habitudes de consommation au cours du cycle de vie en compilant des données transversales, mais ils utilisent seulement trois années de données de l'EDF.

à 2008. Avant 1997, les renseignements sur la consommation provenaient d'une autre enquête : l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF). L'EDF offre l'avantage d'être comparable à l'EDM à plusieurs égards[5].

Une importante différence est que l'EDF n'était pas réalisée chaque année. La première EDF « des temps modernes » a été menée en 1978 partout au Canada. Avant son remplacement par l'EDM en 1997, elle a été réalisée encore une fois en 1982, en 1986, en 1992 et en 1996. Elle a également été effectuée en 1984 et en 1990, mais seulement dans les 15 plus grandes régions métropolitaines du pays.

L'EDF et l'EDM recueillent toutes deux l'information au niveau du ménage, et non au niveau des personnes. « L'unité de dépense du ménage » est définie comme étant un « groupe de personnes qui vivent dans le même logement et qui dépendent d'un revenu commun ou mis en commun pour les dépenses principales, ou une personne financièrement indépendante vivant seule » (Chawla, 2005, page 27). L'unité d'analyse est le ménage, mais les données peuvent être organisées en fonction de l'âge de la personne repère. Tous les résultats doivent donc être interprétés comme les niveaux de consommation obtenus des ménages dirigés par une personne d'un âge donné.

Un problème survient souvent en ce qui concerne les cohortes synthétiques : la petite taille de l'échantillon des enquêtes pour un groupe d'âge en particulier. Dans cette étude, le problème est réglé de deux façons différentes. D'abord, pour chacun des cinq « moments » stratégiques susmentionnés, deux années d'enquête sont combinées afin de maximiser la taille de l'échantillon. Ainsi, les observations de l'EDF recueillies en 1982 et en 1984 sont combinées, ainsi que les observations de l'EDF recueillies en 1990 et en 1992. Les données de l'EDM de 1997 et de 1998, de l'EDM de 2002 et de 2003, et de l'EDM de 2007 et de 2008 ont également été amalgamées. (Ces enquêtes combinées avaient seulement deux ans d'écart pour délimiter les écarts de consommation en fonction des différences d'âges, et elles étaient organisées de manière à assurer que les données de l'EDF ne soient pas fusionnées aux données de l'EDM).

Ensuite, au lieu de s'intéresser par exemple uniquement aux personnes qui avaient, par exemple, 42 ans en 1982 et à celles qui avaient 44 ans en 1984, on examine un groupe de personnes qui ont à peu près cet âge pour augmenter la taille de l'échantillon (c.-à-d. les personnes de 45 à 48 ans), puisque les différences entre les habitudes de consommation des personnes qui ont seulement un écart d'âge de deux ou trois ans sont probablement très faibles. Selon cette stratégie d'échantillonnage, nous relevons cinq étapes stratégiques d'une cohorte au fil des années, qui seront la base de cette étude : fin de quarantaine, mi-cinquantaine, début de soixantaine, fin de soixantaine et début de septantaine[6]. On obtient un échantillon de 750 à environ 1 500 observations pour chacun des cinq moments examinés (tableau 1) :

5. L'EDF posait des questions plus détaillées sur les habitudes de consommation, mais l'EDM avait un plus gros l'échantillon que l'EDF. L'EDM et l'EDF ont également des facteurs de pondération et des méthodes de traitement d'enquête quelque peu différents, mais des catégories de consommation définies de façon semblable peuvent être obtenues au niveau agrégé pour les deux enquêtes.
6. Les enquêtes de 1984 et de 1990 ont seulement été réalisées dans 15 grandes villes. Pour établir un échantillon représentatif à l'échelle nationale pour toutes les paires d'années, les poids des répondants pour chaque enquête ont été divisés par deux sauf pour les répondants vivant à l'extérieur des 15 villes en 1982 et en 1992.

Tableau 1
Caractéristiques de l'échantillon

	Âge		Taille de l'échantillon	Échantillon total
	De	À		
			nombre	
Début de septantaine				
EDM de 2008	71	74	481	...
EDM de 2007	70	73	608	1 089
Fin de soixantaine				
EDM de 2003	66	69	751	...
EDM de 2002	65	68	665	1 416
Début de soixantaine				
EDM de 1998	61	64	760	...
EDM de 1997	60	63	845	1 605
Milieu de cinquantaine				
EDF de 1990	53	56	235	...
EDF de 1992	55	58	515	750
Fin de quarantaine				
EDF de 1982	45	48	634	...
EDF de 1984	47	50	285	919

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

L'utilisation de cohortes synthétiques comporte aussi son lot de problèmes. Le premier problème concerne l'attrition. Autrement dit, certaines personnes en fin de quarantaine pourraient mourir ou quitter le pays avant de franchir le cap de 70 ans, ce qui pourrait introduire un biais dans les estimations. On ne peut pas faire grand-chose pour régler ce problème, mais le lecteur remarquera que les groupes d'âge ont été choisis délibérément pour réduire ce problème au minimum, parce que l'attrition devient problématique particulièrement après 75 ans, et pas avant. Le deuxième problème a trait à l'hypothèse de la « représentativité », parce que les nouveaux septuagénaires pendant l'EDM de 2007-2008 ne sont peut-être pas entièrement représentatifs des personnes qui étaient en fin de quarantaine lors de l'EDF de 1982-1984, par exemple en raison des tendances de l'immigration. Encore une fois, on ne peut pas faire grand-chose à ce sujet, puisque l'EDM et l'EDF offrent toutes deux un nombre limité de variables sociodémographiques. Cependant, les lecteurs trouveront une description des principales caractéristiques à l'annexe A, ce qui leur permettra d'évaluer la comparabilité des données.

La cohorte à l'étude ici représente les ménages dirigés par des personnes nées pendant la période entre-deux-guerres de 1932 à 1937. Cette cohorte précède le baby-boom et a probablement intégré la population active après la Deuxième Guerre mondiale, entre 1948 et 1957. Ainsi, ces ménages ont passé leur vie active pendant le boom de l'après-guerre et ont vu augmenter leur revenu relatif par rapport aux générations précédentes. Cette ère a facilité l'accumulation de biens comme les investissements et les biens immobiliers. Cette cohorte a également subi une transformation des ménages, les femmes étant entrées sur le marché du travail. Les ménages ont donc bénéficié d'une deuxième source de revenu.

Toutefois, comme les comparaisons avec une cohorte de personnes plus jeunes ont donné des résultats très semblables[7], le présent document s'intéressera aux résultats pour la cohorte décrite au tableau 1 ci-dessus.

3.2 Dépenses, consommation et revenu

Bien que les termes « dépenses » et « consommation » soient souvent employés de façon interchangeable, ils désignent deux concepts distincts. Dans le *Système de comptabilité nationale 1993* (Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale 1993), un *bien ou un service de consommation* se définit comme un bien ou service qui est utilisé par les ménages. La *consommation* se définit comme les dépenses au titre de tous les biens et services (nourriture, logement, automobiles, etc.) au profit d'un ou de plusieurs membres du ménage.

Les biens de consommation sont souvent répartis en dépenses au chapitre des biens non durables et des biens durables. Les biens non durables comprennent les articles qui sont immédiatement consommés et qui exigent un seul débours. Les biens durables, par ailleurs, peuvent offrir une série de services au ménage au fil du temps. En raison de la complexité de la comptabilité pour les biens durables, ces derniers sont souvent omis dans la documentation sur les habitudes de consommation. La méthodologie pour le traitement des biens durables dans le présent document est décrite ci-après.

Les dépenses englobent ces produits ou services de consommation, ainsi que d'autres formes de dépenses en tous genres. Dans le présent document, les dépenses totales comprennent la consommation en tant que telle et les cadeaux, les articles de « sécurité personnelle » et les impôts versés à tous les ordres de gouvernement[8]. Les cadeaux se définissent comme les dépenses au profit de personnes à l'extérieur de l'unité de dépense, y compris les cadeaux en argent et les dons à des organismes de charité ou à des organismes religieux. Les articles de sécurité personnelle comprennent les primes d'assurance-vie, les contrats de pension, les cotisations d'assurance-emploi et les cotisations aux fonds de pension et aux caisses de retraite. Les cadeaux, les articles de sécurité personnelle et les impôts ne sont pas consommés parce qu'ils ne peuvent pas être achetés ou vendus sur le marché[9].

Le revenu avant impôts dans l'EDF et l'EDM comprend les salaires et traitements, le revenu d'un travail autonome, les transferts gouvernementaux (p. ex., les allocations familiales, l'assurance-emploi et les pensions du gouvernement) et les revenus divers[10] (p. ex., le revenu des pensions de retraite, les fonds enregistrés de revenu de retraite [FERR] et les rentes achetées). La structure de revenu de la cohorte est présentée à l'annexe A.

---

7. Plus précisément, les résultats obtenus pour les quatre premières « périodes » décrites au tableau 1 ont été comparés aux échantillons suivants : ménages de 45 à 48 ans et de 47 à 50 ans pendant l'EDF de 1984 et de 1986 (fin de quarantaine); ceux de 51 à 54 ans et de 53 à 56 ans pendant l'EDF de 1990 et de 1992 (mi-cinquantaine); ceux de 60 à 63 ans et ceux de 61 à 64 ans pendant l'EDM de 1999 et de 2000 (début de soixantaine); et ceux de 65 à 68 ans et de 66 à 69 ans pendant l'EDM de 2004 et de 2005 (fin de soixantaine). Même s'il n'y a pas de données à l'heure actuelle pour générer un groupe de ménages qui viennent de franchir de cap de 70 ans pour cette cohorte, les quatre premières périodes offrent une base raisonnable pour des comparaisons, parce que la plupart des changements touchent les ménages dans la soixantaine.
8. Le Système de comptabilité nationale du Canada (SCNC) ne fait pas de distinction entre les dépenses et la consommation. Par conséquent, les cadeaux et les cotisations sont déclarés dans le secteur des particuliers et des entreprises à titre de dépenses. En outre, les contributions au titre des articles de sécurité personnelle sont considérées comme des éléments de revenu du ménage. Dans l'EDF et l'EDM, les ménages déclarent ces cotisations séparément du revenu. Par conséquent, le présent document donne des estimations de la consommation et du revenu qui sont inférieures aux estimations du SCNC.
9. La taxe de vente, y compris les taxes de ventes au détail provinciales et la taxe sur les produits et services (TPS), est incluse dans les dépenses au titre des biens et services individuels, et n'est pas incluse dans les impôts personnels.
10. Les cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ne sont pas incluses.

3.3 Traitement des biens durables

Un problème se pose souvent dans les études sur la consommation : le traitement de certains des biens durables, en particulier les transports (automobiles) et le logement, deux des articles de consommation les plus coûteux, mais que l'on voit rarement dans le contexte d'une enquête annuelle. Une approche consiste à « étaler » la consommation de ces biens durables en calculant une valeur à la consommation « imputée ». On considère généralement cette méthode comme plus proche du bien-être, tout simplement parce que les dépenses habituellement plutôt inégales sont étalées (Pendakur, 1998). Les dépenses de consommation imputées sont calculées pour deux catégories de biens durables : les dépenses de logement (chez les propriétaires-occupants) et les dépenses au titre des véhicules.

3.4 Logement

Des estimations de la consommation au titre du logement sont élaborées afin d'étaler la consommation du logement sur une longue période. Ce processus est particulièrement important dans le contexte d'une cohorte au fil des années, puisque les ménages plus jeunes sont plus enclins que les ménages plus âgés à dépenser plus au titre du capital et des intérêts d'une hypothèque, même si l'on suppose qu'ils bénéficient de la même utilité de leur logement au fil du temps.

Néanmoins, il convient également d'estimer les habitudes de consommation au chapitre du logement pour deux autres raisons. La première raison est que les données sur les dépenses au titre du capital et des intérêts d'une hypothèque dans l'EDF et l'EDM ont été recueillies au moyen de méthodes différentes, ce qui soulève d'importants problèmes conceptuels en ce qui concerne l'élaboration d'estimations comparables des dépenses de logement entre les deux enquêtes (Statistique Canada, 2000) [11]. La deuxième raison est plus pratique : la répartition de nos échantillons entre les propriétaires-occupants et les locataires donnerait des échantillons trop petits, surtout pour les locataires, qui sont en minorité, même parmi les ménages plus âgés (voir l'annexe A). Il fallait donc trouver une méthode pour mettre les propriétaires-occupants et les locataires sur un pied d'égalité en ce qui concerne les dépenses domiciliaires.

Une approche couramment utilisée consiste à calculer les « loyers imputés » pour les propriétaires-occupants[12]. Pour ce faire, on estime une structure semi-logarithmique à partir des mesures de l'emplacement et de la qualité du logement (par exemple, le nombre de pièces) comme variables indépendantes, en adoptant une méthode très semblable à celle de Brown et Lafrance (2010) :

$$\ln(loyer)_{it} = \alpha + \beta' pièces_{it} + \delta' salles\ de\ bain_{it} + \gamma' type_{it} + p_{it} + \varepsilon_{it} \qquad (1)$$

où *loyer* représente la valeur des paiements annuels de loyer du locataire, y compris les services publics (c.-à-d. l'eau, l'électricité et le combustible). Les variables de droite mesurent la qualité du logement (c.-à-d. le nombre de *pièces* et de *salles de bain* dans le logement et le *type* de logement), tandis que *p* tient compte de la province dans laquelle se trouve le logement. Un terme quadratique pour le nombre de pièces est également inclus. L'échantillon ici se limite aux

11. L'EDF et l'EDM prévoient toutes deux une mesure du logement, qui comprend les dépenses au chapitre des logements en propriété et en location, ainsi que d'autres types d'hébergement. Cependant, les composantes du logement varient entre l'EDF et l'EDM, en particulier pour ce qui est des intérêts payés pour les hypothèques. Il a donc fallu avoir recours à l'imputation pour obtenir des estimations comparables de la consommation du logement dans les deux enquêtes.
12. Il n'était pas nécessaire d'imputer une valeur pour le logement des locataires, parce que les dépenses annuelles au chapitre du loyer déclarées par les locataires dans les données d'enquête sont tout simplement considérées comme des dépenses de consommation annuelles.

personnes qui louent et qui occupent leur logement depuis 12 mois. Le modèle est estimé pour chaque échantillon.

Les valeurs prévues pour chaque modèle sont utilisées pour calculer les loyers imputés pour le logement en propriété. Ces valeurs comprennent les services publics (c.-à-d. l'eau, le combustible et l'électricité) normalement associés aux locataires, qui ne correspondent pas nécessairement aux dépenses des propriétaires-occupants au titre des services publics. La proportion du loyer consacrée aux services publics est calculée pour les locataires par type de logement, puisque les dépenses au chapitre des services publics varient par type de logement. Ces proportions sont alors appliquées aux loyers prévus pour les logements en propriété afin de déterminer la proportion des loyers imputés qui est prise en compte par les dépenses au titre des services publics. La différence entre ces dépenses et les dépenses réelles en ce qui concerne les services publics est soustraite des valeurs des loyers prévus pour obtenir le total des coûts d'habitation pour les propriétaires-occupants.

Les investissements dans le logement génèrent un revenu implicite pour les propriétaires-occupants. Brown et Lafrance (2010) ont découvert que, pendant la période de 1969 à 2006, la source de revenu implicite en provenance des investissements dans le logement a gonflé de 13 % en moyenne le revenu des personnes de 60 à 69 ans. Cette hausse était encore plus marquée chez les ménages dirigés par des personnes de plus de 70 ans. Ce revenu implicite provenant des services de logement doit également être pris en compte dans le présent document. Pour ce faire, il faut estimer le rendement des capitaux propres en ce qui concerne le logement. Le solde que doivent les propriétaires sur un prêt hypothécaire est requis pour estimer ce rendement. Étant donné que cette variable n'est pas disponible pour toutes les enquêtes, on utilise les hausses de revenu en pourcentage attribuables aux services domiciliaires selon l'année et le groupe d'âge, selon la méthode de Brown et Lafrance (2010). Tout au long du document, la mesure du revenu du ménage est donc rajustée pour tenir compte du flux des services de logement dont bénéficient les propriétaires-occupants[13].

3.5 Automobiles

Étant donné que la plupart des ménages n'achètent pas une voiture chaque année, la consommation déclarée d'automobiles a tendance à être inégale dans les sources des données sur les dépenses. Une façon de régler ce problème est de calculer un flux de consommation imputé pour la consommation des véhicules de transports achetés, comme le suggérait Pendakur (1998). Pour ce faire, on estime un modèle probit chez les familles dont les dépenses liées à l'utilisation d'une voiture dépassent 100 $. Selon ce modèle, la probabilité d'acheter une voiture est modélisée en fonction de plusieurs variables qui doivent traduire la capacité financière d'un ménage : taille de la famille, revenu net, revenu net au carré, et une variable fictive indiquant la province où se trouve le logement familial. Les probabilités prévues obtenues grâce au modèle probit sont ensuite multipliées par les prix à l'achat prévus obtenus des résultats d'une régression par les moindres carrés ordinaires (MCO) appliquée seulement aux ménages qui ont acheté une voiture[14]. La consommation totale des transports équivaut alors à cette consommation imputée d'achat de voiture plus les dépenses liées à l'utilisation d'une automobile (c.-à-d. l'essence, les batteries, les pneus) et les dépenses liées au transport public.

13. Les dépenses réelles des ménages sont également calculées et suivent essentiellement le même parcours que les dépenses imputées.
14. Les variables indépendantes utilisées pour la régression par les MCO étaient les mêmes que celles qui ont été utilisées pour le modèle probit. D'autres caractéristiques des familles, comme l'immigration, pourraient également avoir une incidence sur les probabilités prévues, mais l'EDF et l'EDM ne déclarent pas cette information systématiquement chaque année.

La consommation totale doit donc être interprétée comme la somme de ces deux valeurs imputées, plus la valeur non imputée des autres biens durables (comme les meubles) et des biens non durables. On obtient ainsi une mesure globale de la consommation annuelle des ménages, qui devrait être représentative du bien-être réel des membres du ménage. Tous les chiffres de consommation ont été réduits au moyen de l'IPC d'ensemble et sont exprimés en dollars constants de 2002.

3.6 Évolution de la composition des ménages

Comme susmentionné, un autre problème d'une importance capitale soulevé dans les études sur la consommation concerne la méthode utilisée pour neutraliser les variations de la taille des ménages. Comme il fallait d'y attendre, les ménages ayant à leur tête une personne en fin de quarantaine sont normalement plus grands (tout simplement parce qu'un plus grand nombre d'enfants habitent dans le ménage) que les ménages dirigés par des septuagénaires. Par conséquent, bien des familles réduisent (et modifient) leurs habitudes de dépenses seulement parce que les enfants quittent le foyer familial, et non pas parce que leurs préférences de consommation ou leurs contraintes budgétaires ont changé. Une diminution de la consommation attribuable au départ des enfants peut avoir une incidence sur le bien-être différente de celle attribuable aux modifications des habitudes de consommation qui sont liées à d'autres raisons. Il est donc important de trouver une méthode qui tient compte de l'évolution de la taille des familles au fil du temps.

Une méthode souvent utilisée, non seulement dans les études sur le revenu, mais aussi dans les études sur la consommation (Pendakur, 1998; Lise, 2001) consiste à définir une valeur ajustée par équivalence « membre adulte » (AEA) de la consommation et à réduire les variables de la consommation des ménages au moyen d'une échelle d'équivalence. D'une perspective mathématique, on peut l'exprimer que suit :

$$AEA_Consommation = Famille_Consommation/Taille^{x} \qquad (2)$$

Le problème tient au choix de l'ampleur de la variable de l'échelle d'équivalence; la taille de x exprimée ci-dessus dans l'équation (2). La valeur de x détermine dans quelle mesure il y a des économies d'échelle dans la consommation des ménages; le coût par personne diminue à mesure que la taille du ménage augmente. Si la valeur de x est 1, on présume qu'il n'y a pas d'économies d'échelle dans la consommation. Plus la taille de x est grande, plus les économies d'échelle supposées par l'échelle d'équivalence sont grandes. Dans bien des études sur le revenu et la consommation, l'échelle d'équivalence la plus souvent utilisée dans la documentation est la racine carrée de la taille du ménage (où x=0,5).

Cependant, comme l'atteste la documentation abondante sur l'échelle d'équivalence[15], les origines de la racine carrée de la taille du ménage comme échelle d'équivalence privilégiée ne sont pas toujours claires et semblent se situer au milieu des échelles d'équivalence utilisées dans les programmes de lutte contre la pauvreté, qui ont tendance à accorder une importance moindre aux grandes économies d'échelle (en permettant à un plus grand nombre de familles composées de nombreux enfants de se situer sous un seuil de pauvreté donné) et aux échelles axées sur des enquêtes, que ce soit en fonction des études sur la consommation ou les services publics, qui ont tendance à préconiser les grandes économies d'échelle (voir Buhmann et coll. [1988] pour une description complète des échelles d'équivalence). Par ailleurs, la documentation démontre clairement que le choix d'une échelle d'équivalence peut avoir une incidence sur les résultats

15. Voir Nelson (1993), Buhmann et coll. (1988), Phipps et Garner (1994), Smeeding et Rainwater (2004) comme principaux exemples de cette documentation.

lorsque les variations de la taille du ménage sont marquées entre les groupes de comparaison, par exemple d'un pays à l'autre ou, dans cette étude, d'un groupe d'âge à l'autre.

Une approche serait de ne pas tenir compte du problème et de présenter seulement les chiffres de la consommation totale des familles, peu importe la taille du ménage. Cependant, cette démarche donnerait des résultats qui sont influencés surtout par des variations de la dynamique des ménages, et non pas par l'évolution des préférences ou du bien-être. Une autre approche serait d'utiliser la racine carrée du revenu, tout simplement parce que c'est une méthode privilégiée tant dans la documentation sur la consommation que dans celle sur le revenu. Une troisième approche serait de présenter les résultats par habitant (x=1), mais ce serait l'équivalent de présumer qu'on ne peut réaliser aucunes économies d'échelle à partir des articles de consommation des membres du ménage, une hypothèse plutôt improbable (surtout si l'on tient compte du fait que la plupart des personnes âgées, y compris les personnes veuves, demeurent dans leur maison en vieillissant et doivent assumer des dépenses de logement et de transports qui ne diminuent pas de façon linéaire avec la taille du ménage[16]).

Par conséquent, une approche prudente est utilisée dans ce document, en présentant les résultats en fonction de la consommation totale des ménages et de la racine carrée de la taille du ménage afin d'obtenir une mesure de la consommation selon « l'équivalent par adulte ». Même si l'utilisation de la racine carrée de la taille du ménage semble assez uniforme dans la documentation, une série de vérifications de la robustesse des résultats est aussi effectuée, basée sur une méthode de rechange pour tenir compte des variations de la taille de la famille. Les résultats sont indiqués à l'annexe B.

4 Dépenses, consommation et revenu pendant le cycle de vie

Comme susmentionné, les dépenses et la consommation sont deux concepts distincts. Les dépenses comprennent toutes les dépenses à n'importe quelle fin et comprennent les cadeaux, les articles de « sécurité personnelle » (comme les pensions ou les primes d'assurance), les impôts versés à tous les ordres de gouvernement et la consommation en tant que telle. La consommation est une sous-catégorie des dépenses et peut se définir comme des dépenses au titre de tous les biens et services (nourriture, logement, automobiles, etc.) au profit d'un ou de plusieurs membres du ménage et qui peuvent être achetés ou vendus sur le marché. Dans la présente section, la contribution relative de chaque article de dépense aux chiffres des dépenses totales des ménages est examinée de pair avec l'évolution de cette contribution au cours du cycle de vie[17].

Le tableau 2 indique l'évolution des principaux articles de dépense pour chacun des cinq moments indiqués à la section précédente, ainsi que les chiffres du revenu moyen du ménage (après impôts et rajusté pour tenir compte de la valeur des biens immobiliers). Les résultats non rajustés (sans les rajustements pour tenir compte de la taille de la famille) et les chiffres par adulte sont indiqués[18]. Tous les chiffres sont exprimés en dollars constants de 2002.

16. Voir Hou (2010) pour plus de détails.
17. Les moyennes ont été privilégiées par rapport aux autres mesures de tendance centrale afin de montrer la contribution de chaque article de dépense au total.
18. Comme nous reconnaissons que la règle de la racine carrée est appropriée pour les ensembles de moyennes, nous évaluons la robustesse des résultats à l'annexe B.

Tableau 2
Évolution des dépenses des Canadiens

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine	Différence [1]
	dollars constants de 2002					
Dépenses totales du ménage	64 700	62 100	48 600 *	44 900 *	40 800 *	-23 900
Consommation	47 500	42 500 *	35 600 *	34 200 *	33 000 *	-14 500
Sécurité personnelle	3 100	3 500	1 900 *	1 200 *	900 *	-2 200
Cadeaux	1 700	2 400	1 400	2 400	1 600	-100
Impôts	12 400	13 700	9 600 *	7 200 *	5 300 *	-7 100
Dépenses totales du ménage (après impôts)[2]	58 200	55 400 *	43 700	39 400	36 700	-21 500
Dépenses par adulte	36 600	40 000 *	33 600	32 400 *	31 100 *	-5 500
Consommation	26 700	27 300	24 800 *	24 900 *	25 300	-1 400
Sécurité personnelle	1 700	2 200 *	1 300 *	800 *	700 *	-1 000
Cadeaux	1 100	1 600 *	1 000	1 800	1 300	200
Impôts	7 100	8 800 *	6 600	5 100 *	3 900 *	-3 200
Dépenses par adulte (après impôts)[2]	32 700	35 400	30 000 *	28 400 *	27 500 *	-5 200

* Différence statistique par rapport au groupe en fin de quarantaine au niveau de signification de 5 %. Un essai de signification a été effectué au moyen de poids bootstrap pour les échantillons de l'EDM, et d'une méthode du jackknife pour l'échantillon de l'EDF parce que les poids bootstrap ne sont pas disponibles dans l'EDF.

1. Différence (en dollars) entre les ménages en début de septantaine et les ménages en fin de quarantaine. Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.
2. Y compris les flux de revenus des services de logement.

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Les habitudes de dépenses moyennes pour toutes les familles, sans égard à la taille, sont indiquées dans le premier volet. Lorsque les ménages étaient en fin de quarantaine, ils dépensaient 64 700 $ en moyenne. Presque trois dollars sur quatre ont été consacrés à la consommation (47 500 $). Les impôts payés étaient la deuxième dépense en importance de ces ménages : ils ont dépensé 12 400 $ d'impôts en moyenne, ce qui représente presque un dollar de dépense sur cinq. Les dépenses consacrées à la sécurité personnelle (3 100 $) et aux cadeaux (1 700 $) représentaient seulement 7 % des dépenses totales.

Toutefois, les dépenses totales diminuaient progressivement à mesure que les personnes vieillissaient, surtout entre la mi-cinquantaine et le début de la soixantaine. Les dépenses ont diminué de presque 15 000 $ pendant cette période, et encore une fois de près de 8 000 $ entre le début de la soixantaine et le début de la septantaine. La plupart de ces replis étaient attribuables à une baisse de consommation, qui représentait 14 500 $ ou 61 % du recul total des dépenses totales des ménages entre la fin de quarantaine et le début de la septantaine. En tant que proportion des articles de dépenses totales, la consommation est donc devenue encore plus importante pour les personnes âgées.

L'autre source du repli des dépenses était la diminution des impôts payés. Les ménages payaient moins d'impôts en début de septantaine qu'en fin de quarantaine (en baisse de 7 100 $), parce que leurs niveaux de revenu diminuaient également pendant cette période (nous reviendrons à la question de la baisse de revenu plus loin dans la section). Les dépenses au titre de la sécurité personnelle ont également diminué d'environ 2 200 $, parce que les contributions aux pensions et à la sécurité sociale sont habituellement beaucoup moins élevées pour les personnes âgées. Les dépenses au titre des cadeaux n'ont pas varié pendant la période.

Comme susmentionné, les grandes familles réalisent normalement des économies d'échelle avec plusieurs articles de consommation. Il est donc important de neutraliser les variations de la taille de la famille, puisque les familles rapetissent au fil des ans. Entre la fin de quarantaine et le début de la septantaine, la taille moyenne des ménages a diminué, passant de 3,4 à 1,7 dans la cohorte de ménages âgés utilisée dans cette étude, tandis que la proportion de ménages composés d'un seul membre a augmenté de 12 % à 30 %. Il est donc important de neutraliser ces différences en

élaborant des chiffres « équivalents par adulte » pour les dépenses et les revenus. Pour ce faire, l'ensemble des articles est divisé par la racine carrée de la taille du ménage, ce qui transforme les chiffres des dépenses et des revenus en articles équivalents de dépenses et de revenus individuels. Les résultats sont indiqués dans le deuxième volet du tableau 2.

Comme on aurait pu s'y attendre, les dépenses par adulte ont suivi un parcours bien différent que les chiffres non rajustés. D'abord, les niveaux de dépenses ont augmenté chez les ménages entre la fin de la quarantaine et le milieu de la cinquantaine, passant de 36 600 $ à 40 000 $, mais ils ont tombé à 31 100 $ en fin de septantaine, ce qui donne un repli total de 5 500 $ par adulte pour l'ensemble de la période. En pourcentage, on parle d'un repli de 15 %, comparativement à 37 % pour l'ensemble des dépenses non rajustées. La baisse des dépenses n'est pas aussi marquée lorsque l'on tient compte de la réduction de la taille des ménages.

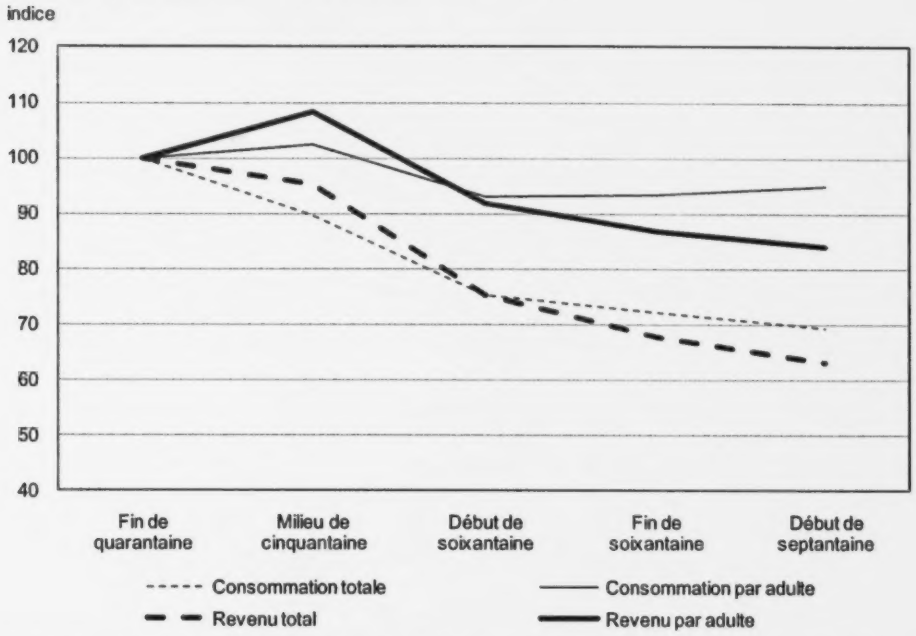
De plus, les niveaux de consommation par adulte n'ont pas beaucoup varié pendant la période; ils se situaient en moyenne autour de 25 000 $ tout au long de celle-ci. Par conséquent, la consommation ne tenait pas compte d'une grande partie de la réduction des dépenses par adulte. Au lieu de cela, les impôts représentaient la majeure partie du repli des dépenses de 5 500 $ pendant la période (58 %). Ces résultats portent à croire que les niveaux de consommation moyens demeurent relativement stables pour les ménages au fil du temps, du moins lorsqu'on les exprime par adulte.

4.1 Consommation et « remplacement » du revenu

Par ailleurs, il est important d'examiner l'évolution de la consommation par rapport aux fluctuations du revenu. En s'appuyant sur une source de données différente, LaRochelle-Côté, Myles et Picot (2010) ont découvert que les personnes retraitées en début de septantaine remplaçaient environ 80 % du revenu qu'elles gagnaient à l'âge de 55 ans (estimation par adulte). Si l'on se fie au deuxième volet du tableau 2, la cohorte synthétique utilisée dans cette étude semble donner un taux de remplacement du revenu très semblable, les niveaux de revenu moyen « par adulte » s'étant repliés d'environ 15 % pendant une période semblable. Toutefois, rappelons que cette définition du revenu comprend les flux de revenu des services de logement, une définition plus large du revenu que celle qui est employée dans l'étude de LaRochelle-Côté, Myles et Picot (2010)[19].

19. En excluant les services de logement de la définition du revenu du ménage utilisée pour cette étude, des taux de remplacement du revenu équivalents à ceux de LaRochelle-Côté, Myles et Picot (2010) sont obtenus, soit d'environ 80 %.

Graphique 1
Indice des habitudes de consommation et du profil du revenu des Canadiens âgés (fin de quarantaine = 100)



Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Si l'on suppose que les ménages en fin de quarantaine sont le point de référence, les résultats révèlent que le revenu total moyen non rajusté des ménages avait diminué de presque 25 % lorsque ces ménages étaient au début de la soixantaine (graphique 1). La majeure partie de cette réduction est survenue entre le milieu de la cinquantaine et le début de la soixantaine, moment où la plupart des gens prennent leur retraite et commencent à toucher des prestations de retraite. Toutefois, la consommation totale n'a pas diminué de façon aussi marquée pendant la période, les ménages de 70 ans et plus affichant des niveaux de consommation représentant 70 % de ce qu'ils consommaient en fin de quarantaine.

Exprimés par adulte, le revenu et la consommation suivaient un parcours encore plus divergent, surtout après le début de la soixantaine. Par conséquent, lorsqu'on les compare à leur version plus jeune, on constate que les ménages ayant à leur tête des personnes en début de septantaine avaient des niveaux de revenu plus de 15 % inférieurs, mais que leurs niveaux de consommation étaient seulement 5 % plus faibles que ceux de leurs homologues plus jeunes. Ces résultats confirment donc l'idée que les ménages « étalent » leur consommation au fil du temps, conformément aux théories axées sur des modèles du cycle de vie, en particulier lorsque les résultats sont exprimés par adulte. Cet étalement de la consommation pourrait être imputé aux ménages qui épargnent tôt dans le cycle de vie afin de pouvoir maintenir le même niveau de consommation plus tard.

4.2 Ratios de la consommation au revenu

La corrélation entre le revenu et la consommation pendant le cycle de vie peut être examinée en utilisant les ratios des dépenses au revenu et de la consommation au revenu. Ces ratios ne sont pas des indicateurs de difficulté financière, mais ils donnent une idée de la mesure dans laquelle le revenu annuel (y compris le revenu des services de logement) contribue au financement des

dépenses et de la consommation des ménages. Pendant un cycle de vie typique, les ménages épargnent tôt dans leur vie, mais ils consomment des biens plus tard. Par conséquent, un ratio supérieur à 1 chez les ménages âgés n'est pas nécessairement atypique, puisqu'on s'attend à ce que bien des personnes âgées utilisent leurs économies à des fin de consommation au-delà d'un certain âge[20].

Le tableau 3 indique le ratio des dépenses (moins les impôts) au revenu (après impôts) et le ratio de la consommation au revenu (après impôts). Pour tous les ménages, le ratio des dépenses médianes au revenu était inférieur à 1 jusqu'au début de la soixantaine. Les ménages en fin de quarantaine épargnent presque 10 cents par dollar de leur revenu. Vers la fin de la soixantaine, les ménages dépensaient habituellement plus que leur revenu, en supposant une faible marge de trois cents par dollar.

Les niveaux de revenu étaient suffisants pour payer les dépenses de consommation (à ne pas confondre avec les dépenses) en tout temps pendant la période. Néanmoins, le ratio de la consommation au revenu augmentait d'une marge significative au fil du temps, passant de 0,83 chez les ménages en fin de quarantaine à 0,96 chez les ménages de 70 ans et plus. (On a obtenu des résultats identiques lorsqu'on a produit les mêmes chiffres « par adulte ».)

Tableau 3
Statistiques sur le revenu après impôts (y compris les flux de revenu des services de logement) et la consommation au cours du cycle de vie

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine
Revenu total du ménage (après impôts) et consommation					
Ratio des dépenses médianes (moins les impôts) au revenu	0,915	0,920	0,951	1,028	1,009
Ratio de la consommation médiane au revenu	0,833	0,827	0,902	0,975	0,962
Pourcentage des ménages ayant un revenu moins élevé que leur consommation	22,300	27,300	37,400	44,800	44,100
Écart de revenu médian (en dollars)	8 000	7 400	7 000	6 700	7 200
Revenu par adulte (après impôts) et consommation					
Ratio des dépenses médianes (moins les impôts) au revenu	0,916	0,921	0,950	1,024	1,008
Ratio de la consommation médiane au revenu	0,834	0,827	0,901	0,971	0,961
Pourcentage des ménages ayant un revenu moins élevé que leur consommation	22,300	27,300	37,400	44,800	44,100
Ecart de revenu médian (en dollars)	4 700	5 100	5 300	5 000	6 000

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Chez les ménages en fin de quarantaine, près du quart des ménages avaient des niveaux de consommation qui dépassaient leurs niveaux de revenu. De ces ménages, la distance « médiane » entre leur niveau de revenu et leur niveau de consommation était de 8 000 $, ce qui indiquait que leur revenu n'était pas à la hauteur des niveaux de consommation totale pour plusieurs ménages, même chez ceux en fin de quarantaine. Ce constat pourrait être attribuable à l'épuisement d'un héritage, à un choc de revenu ou aux ménages qui consacrent une grande partie de leur revenu à des biens durables, comme le logement, tôt dans le cycle de vie.

La proportion des ménages dont la consommation dépassait le revenu augmentait au cours du cycle de vie, passant de 27 % chez ceux en milieu de cinquantaine à 44 % chez ceux qui étaient en

20. Rappelons que la définition du revenu du ménage utilisée pour cette étude a été rajustée pour tenir compte du flux de revenu des services de logement. Comme il fallait s'y attendre, les ménages âgés touchent habituellement des revenus plus élevés des services de logement que les ménages plus jeunes.

fin de soixantaine et en début de septantaine. Ces résultats étaient prévus, puisque bien des personnes âgées comptent sur leurs économies pour financer leur consommation. L'écart de revenu typique chez les personnes qui consomment plus qu'ils ont gagné se situait dans la fourchette de 7 000 $ à 8 000 $ pendant une bonne partie de la période. Selon l'équivalent par adulte, l'écart de revenu variait de 4 700 $ chez les ménages en fin de quarantaine à 6 000 $ chez ceux en début de septantaine[21].

21. Ce résultat peut suggérer que les ménages âgés financent en partie leur consommation en contractant des dettes, mais il ne faut pas oublier que les ménages âgés ont habituellement un plus haut niveau de biens financiers et non financiers, qu'ils peuvent utiliser pour financer leur consommation.

5 Variations des habitudes de consommation

La consommation peut être répartie en plusieurs composantes pour déterminer la proportion des dépenses consacrée par les ménages à des articles particuliers et auxquels de ces articles les ménages consacraient moins d'argent après la retraite. Pour les besoins du présent document, les articles de consommation ont été classés dans quatre catégories : résidence et propriétés (y compris tous les articles de dépenses liés à la propriété, à la location ou à l'entretien du logement); transports (voiture et autres dépenses liées aux transports); nourriture, vêtements et soins (y compris les soins personnels et les soins de santé, mais sauf les dépenses relatives aux soins de santé publics); et autres articles de consommation, y compris les articles qui ne sont peut-être pas aussi essentiels pour la santé ou la sécurité des membres du ménage[22].

Tableau 4
Habitudes de consommation détaillées au cours du cycle de vie, consommation totale des ménages

	Fin de quarantaine	Milieu cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine	Différence [1]
			dollars constants de 2002			
Résidence et propriétés	14 200	14 000	14 000	13 000 *	14 000	-200
Logement	8 400	9 200 *	9 700 *	9 100 *	10 200 *	1 800
Autres logements	900	900	800	600	800 *	-100
Entretien ménager	2 400	2 100 *	2 100 *	2 000 *	1 900 *	-500
Ameublement et équipement ménagers	2 500	1 800 *	1 400 *	1 300 *	1 100 *	-1 400
Transport	7 900	8 100	6 200 *	6 400 *	5 800 *	-2 100
Automobiles achetées	2 700	3 200 *	2 400 *	2 700	2 200 *	-500
Utilisation des automobiles	4 400	4 200	3 200 *	3 200 *	3 100 *	-1 300
Transport public	800	700	600 *	500 *	500 *	-300
Alimentation, vêtements et soins	17 000	12 700 *	10 100 *	9 800 *	9 200 *	-7 800
Alimentation	10 000	7 500 *	5 900 *	5 700 *	5 000 *	-5 000
Vêtements	4 500	2 900 *	2 000 *	1 700 *	1 500 *	-3 000
Soins personnels	1 200	1 100	700 *	700 *	700 *	-500
Soins de santé	1 300	1 200	1 500 *	1 700 *	2 000 *	700
Autres	8 500	7 500	5 500 *	5 000 *	4 000 *	-4 500
Loisirs	3 200	2 900	2 500 *	2 500 *	2 000 *	-1 200
Matériel de lecture et autres imprimés	400	300	300	300	200 *	-200
Tabac et boissons alcoolisées	2 200	1 800	1 100 *	1 100 *	700 *	-1 500
Divers	2 700	2 500	1 600 *	1 100 *	1 100 *	-1 600
			pourcentage			
Pourcentage du total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	...
Résidence	29,8	33,1	39,1	38,0	42,4	...
Transport	16,6	19,1	17,3	18,7	17,6	...
Alimentation, vêtements et soins	35,7	30,0	28,2	28,7	27,9	...
Autres	17,9	17,7	15,4	14,6	12,1	...

* Différence statistique par rapport au groupe en fin de quarantaine au niveau de signification de 5 %. Un essai de signification a été effectué au moyen de poids bootstrap pour les échantillons de l'EDM, et d'une méthode du jackknife pour l'échantillon de l'EDF parce que les poids bootstrap ne sont pas disponibles dans l'EDF.

1. Différence (en dollars) entre les ménages en début de septantaine et les ménages en fin de quarantaine. Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

22. Rappelons que les dépenses relatives à la voiture et au logement ont été étalées dans le temps pour éviter le problème des dépenses inégales pendant le cycle de vie, mais aussi pour obtenir une définition cohérente des *dépenses de logement* des locataires et des propriétaires-occupants (voir la section 3).

On discute d'abord des habitudes de consommation détaillées sans aucun rajustement pour tenir compte des variations de la taille des familles (tableau 4). Parmi les ménages en fin de quarantaine, la plus grande catégorie de consommation était pour la nourriture, les vêtements et les soins, qui se chiffraient en moyenne à 17 000 $ dans l'ensemble des ménages. Dans cette catégorie, les deux articles les plus importants étaient les dépenses au titre de la nourriture et au titre des vêtements (qui représentaient environ 85 % du montant de 17 000 $). La deuxième catégorie en importance était celle de la résidence et des propriétés, qui représentait presque 14 000 $ en moyenne, surtout en raison des coûts d'habitation, qui se chiffraient en moyenne à près de 8 400 $ par année. Les catégories « résidences et propriétés » et « alimentation, vêtements et soins » constituaient donc les deux tiers de la consommation totale des ménages en fin de quarantaine. Les transports et autres dépenses représentaient 17 % et 18 % respectivement des dépenses de consommation de ces ménages.

Toutefois, pendant la période de 25 ans, les habitudes de consommation ont changé. D'abord, la consommation de nourriture, de vêtements et de soins a diminué considérablement, surtout en raison du resserrement des dépenses au titre de la nourriture et des vêtements. En fait, les ménages en début de septantaine affichaient un niveau de consommation moyen de ces articles correspondant à presque la moitié de celui des ménages en fin de quarantaine. Au début de la septantaine, les dépenses au chapitre de la nourriture, des vêtements et des soins représentaient 28 % de la consommation totale, en baisse par rapport à 36 % pour les ménages en fin de quarantaine. La consommation d'autres articles (y compris les dépenses au chapitre des activités de loisirs) a également diminué considérablement (en baisse de 4 500 $), des réductions étant survenues dans toutes les catégories. Dans l'ensemble, la nourriture, les vêtements et les soins ainsi que les autres articles représentaient presque 85 % de la réduction de la consommation totale des ménages pendant la période pour la cohorte à l'étude[23]. Toutefois, la santé faisait exception, en hausse de 700 $ pendant la période, vraisemblablement parce que les personnes âgées sont plus susceptibles d'avoir des problèmes de santé.

En revanche, la consommation de résidence et de propriétés est demeurée relativement stable pendant la période. Cette stabilité de la consommation liée au logement pendant la période n'est pas nécessairement surprenante, puisque des recherches récentes ont indiqué qu'une forte proportion de personnes âgées continuent de demeurer dans leur domicile au fil des ans (Hou, 2010).

Les dépenses au chapitre des transports ont diminué d'environ 2 000 $. Un grand nombre de personnes âgées conservent une voiture pour leurs déplacements après la retraite, comme l'indique le repli relativement faible du montant alloué aux dépenses liées à la voiture (en baisse de 500 $), mais les dépenses liées à l'utilisation d'une automobile ne sont pas aussi élevées (1 300 $ de moins), peut-être à cause de l'utilisation moindre de la voiture après la retraite.

Lorsque les niveaux de consommation sont rajustés pour tenir compte de la taille du ménage (tableau 5), on observe une baisse des dépenses au titre d'articles qui font partie des catégories de la nourriture, des vêtements et des soins (sauf les dépenses pour la santé) ainsi que des autres articles, mais d'une ampleur moindre. De plus, la valeur de la consommation du logement a augmenté pendant la période, tandis que les dépenses au titre des transports sont demeurées plutôt stables. En fonction de l'équivalent par adulte, ce résultat porte à croire que les dépenses au chapitre du logement augmentent tout au long du cycle de vie. Il fallait s'y attendre, puisque les personnes âgées ont tendance à continuer à demeurer dans leur domicile même après le départ des enfants du foyer familial. Cette situation gonfle les coûts liés au logement par adulte. L'autre

23. Comme l'ont suggéré certaines études américaines, ce repli pourrait être attribuable à une baisse des dépenses liées au travail. Toutefois, l'EDM et l'EDF n'établissent pas de distinction claire entre les dépenses liées au travail et celles qui ne sont pas liées au travail.

conclusion est que bien que dans l'ensemble, les habitudes de consommation demeurent relativement stables par adulte, elles fluctuent, parce que les dépenses liées au logement représentent une plus forte proportion de la consommation. Toutefois, le repli observé pour les dépenses au titre de la nourriture et des vêtements devient beaucoup plus petit comparativement aux chiffres pour l'ensemble des ménages. (Il faut savoir que les dépenses au chapitre des loisirs deviennent également beaucoup plus stables lorsque les chiffres sont exprimés selon l'équivalent par adulte.)

Tableau 5
Habitudes de consommation détaillées au cours du cycle de vie, équivalent par adulte

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine	Différence [1]
			dollars constants de 2002			
Résidence et propriétés	8 200	9 300 *	9 900 *	9 600 *	10 900 *	2 700
Logement	4 900	6 200 *	7 000 *	6 900 *	8 000 *	3 100
Autres logements	500	600	500	400	600	100
Entretien ménager	1 400	1 300	1 400	1 400	1 500	100
Ameublement et équipement ménagers	1 400	1 200	1 000 *	900 *	800 *	-600
Transport	4 400	5 300 *	4 300	4 600	4 400	0
Automobiles achetées	1 500	2 100 *	1 700 *	2 000 *	1 700 *	200
Utilisation des automobiles	2 400	2 700	2 200 *	2 200	2 300	-100
Transport public	500	500	400	400	400	-100
Alimentation, vêtements et soins	9 300	8 100 *	7 000 *	7 000 *	7 000 *	-2 300
Alimentation	5 500	4 800 *	4 000 *	4 100 *	3 800 *	-1 700
Vêtements	2 400	1 800 *	1 400 *	1 200 *	1 100 *	-1 300
Soins personnels	700	700	500 *	500 *	600 *	-100
Soins de santé	700	800	1 100 *	1 200 *	1 500 *	800
Autres	4 800	4 800	3 800 *	3 600 *	3 100 *	-1 700
Loisirs	1 800	1 800	1 700	1 800	1 500	-300
Matériel de lecture et autres imprimés	200	200	200	200	200	0
Tabac et boissons alcoolisées	1 300	1 200	800 *	800 *	600 *	-700
Divers	1 500	1 600	1 100 *	800 *	800 *	-700
			pourcentage			
Pourcentage du total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	...
Résidence	30,7	33,8	39,6	38,7	42,9	...
Transport	16,5	19,3	17,2	18,5	17,3	...
Alimentation, vêtements et soins	34,8	29,5	28,0	28,2	27,6	...
Autres	18,0	17,5	15,2	14,5	12,2	...

* Différence statistique par rapport au groupe en fin de quarantaine au niveau de signification de 5 %. Un essai de signification a été effectué au moyen de poids bootstrap pour les échantillons de l'EDM, et d'une méthode du jackknife pour l'échantillon de l'EDF parce que les poids bootstrap ne sont pas disponibles dans l'EDF.

1. Différence (en dollars) entre les ménages en début de septantaine et les ménages en fin de quarantaine. Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

5.1 Dépenses relatives à la santé

Comme il a été mentionné précédemment, les dépenses relatives à la santé sont les seules dépenses de consommation à avoir enregistré une augmentation pendant la période de 20 ans. Les ménages en début de septantaine ont consacré 700 $ de plus que les ménages en fin de quarantaine à des articles liés à la santé. Étant donné qu'on utilise une cohorte de Canadiens au fil des ans, il est utile d'examiner de plus près les origines de cette augmentation.

Comme l'indique le tableau 6, la majeure partie de la hausse des dépenses relatives à la santé pendant la période était attribuable à l'augmentation des dépenses au chapitre des médicaments et

des produits pharmaceutiques (400 $). Les fournitures et services de soins de santé ont également contribué à la hausse, mais dans une moindre mesure (300 $). On a obtenu des résultats semblables par adulte. Comme proportion de la consommation totale, les dépenses relatives à la santé ont augmenté pour passer de 3 % à 6 % pendant la période, mais de toute évidence, la consommation d'articles de santé ne représentait pas la majorité de la consommation chez les ménages âgés.

Tableau 6
Dépenses en matière de santé

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine	Différence [1]
			dollars			
Dépenses totales en matière de santé	1 300	1 200	1 500 *	1 700 *	2 000 *	700
Médicaments et produits pharmaceutiques	200	300	500 *	600	600 *	400
Soins dentaires et soins des yeux	500	400	400	400	500 *	0
Fournitures et services de soins de santé	100	100	200	200	400 *	300
Primes d'assurance	400	400	400	500	500	100
			pourcentage			
Pourcentage de la consommation totale	2,7	2,9	4,2	4,9	6,0	3,3
			dollars			
Dépenses en matière de santé par adulte	700	800	1 100 *	1 200 *	1 500 *	800
Médicaments et produits pharmaceutiques	100	200 *	400 *	400 *	500 *	400
Soins dentaires et soins des yeux	300	300	300	300	400 *	100
Fournitures et services de soins de santé	100	100	100	100	300 *	200
Primes d'assurance	300	200	300	400 *	400 *	100
			pourcentage			
Pourcentage de la consommation totale	2,7	2,9	4,3	4,9	6,1	3,4

* Différence statistique par rapport au groupe en fin de quarantaine au niveau de signification de 5 %. Un essai de signification a été effectué au moyen de poids bootstrap pour les échantillons de l'EDM, et d'une méthode du jackknife pour l'échantillon de l'EDF parce que les poids bootstrap ne sont pas disponibles dans l'EDF.

1. Différence (en dollars) entre les ménages en début de septantaine et les ménages en fin de quarantaine. Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

6 Mesures de dispersion

Jusqu'ici, l'étude a cherché surtout à déclarer les dépenses et les revenus moyens ainsi que les habitudes de consommation courantes d'une cohorte de ménages au fil des ans. Cependant, l'examen des moyennes fournit peu de renseignements sur la dispersion de la consommation dans un ménage typique à chaque stade de la cohorte. Les mesures de dispersion indiquent dans quelle mesure les variations de la consommation sont attribuables à des fluctuations survenues aux deux pôles de la répartition. Par le passé, les études s'intéressaient principalement à la dispersion des revenus (LaRochelle-Côté, Myles et Picot, 2008), mais on ne sait pas grand-chose au sujet de la dispersion de la consommation. L'examen de la dispersion de la consommation pourrait éclairer l'égalité (ou l'inégalité) de la consommation au fil du temps et avec l'âge. L'examen des mesures de la dispersion offre également une autre évaluation utile du modèle de la TCV. Si, comme le stipule le modèle, les besoins de consommation demeurent largement stables tout au long du cycle de vie, la dispersion de la consommation pour toutes les personnes devrait demeurer plus ou moins la même au fil du temps.

Tableau 7
Mesures de la dispersion de la consommation

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine
Consommation totale					
P90 comparativement à P10 (ratio)	3,1	3,6	3,7	3,3	3,0
P75 comparativement à P25 (ratio)	1,8	2,0	1,9	1,8	1,8
Écart moyen	0,374	0,407	0,384	0,358	0,345
Consommation par adulte					
P90 comparativement à P10 (ratio)	2,7	2,7	2,9	2,6	2,4
P75 comparativement à P25 (ratio)	1,6	1,7	1,7	1,6	1,6
Écart moyen	0,313	0,318	0,321	0,281	0,290

Note : « P » signifie « percentile ».
Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Plusieurs mesures de la dispersion de la consommation, ou inégalité, sont indiquées au tableau 7, aussi bien pour la consommation totale que pour la consommation par adulte. Trois différentes mesures sont employées. « P75/P25 » est un ratio des dépenses de consommation faites par le ménage situé au 75^{e} centile de la distribution de la consommation, divisées par la consommation du ménage situé au 25^{e} centile. Le ratio « P90/P10 » est calculé d'une manière semblable, mais en utilisant les ménages situés respectivement au 90^{e} et au 10^{e} centiles. Une troisième mesure, l'écart moyen, est l'écart typique exprimé en pourcentage de la consommation d'un ménage par rapport au niveau de consommation moyen. Par exemple, si un écart moyen de 0,2 est relevé pour des ménages en fin de quarantaine, les ménages affichaient un écart typique de 20 % par rapport à la moyenne pendant cette période.

Fait intéressant, la dispersion des habitudes de consommation ne variait pas beaucoup d'un ménage à l'autre à mesure que la cohorte vieillissait. Lorsque l'on considère l'écart moyen comme exemple, on constate que les habitudes de consommation ont typiquement dévié de la moyenne d'une marge de 35 % à 40 % pendant la période. La consommation exprimée par adulte a également peu varié, mais les niveaux de variation étaient relativement moindres, à 30 % tout au long de la période. D'autres mesures de la dispersion ont donné des résultats semblables. Par adulte, les ménages au 75^{e} centile affichaient des niveaux de consommation 1,6 fois plus élevés que ceux des ménages au 25^{e} centile, et le ratio est demeuré assez stable tout au long de la période. Le ratio P90/P10 a varié de 2,4 à 2,9 pendant la période.

Tableau 8
Mesures de dispersion du revenu, y compris les flux de revenus des services de logement

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine
Revenu total (après impôts)					
P90 comparativement à P10 (ratio)	4,1	5,8	6,4	5,0	4,2
P75 comparativement à P25 (ratio)	2,0	2,3	2,5	2,2	2,4
Écart moyen	0,455	0,529	0,554	0,473	0,457
Revenu par adulte (après impôts)					
P90 comparativement à P10 (ratio)	3,4	4,2	4,9	3,5	3,2
P75 comparativement à P25 (ratio)	1,9	2,1	2,1	2,0	1,9
Écart moyen	0,400	0,442	0,484	0,385	0,380

Note : « P » signifie « percentile ».
Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

En comparaison, la dispersion du revenu a varié beaucoup plus pendant la période (tableau 8). Par adulte, les ménages en fin de quarantaine divergeaient habituellement par rapport à la moyenne du groupe de 40 % en moyenne (comparativement à un écart moyen de 30 % pour les niveaux de consommation). La dispersion du revenu a augmenté à 48 % parmi les ménages en début de soixantaine, avant que l'effet stabilisant du revenu de pension ne ramène la dispersion du revenu dans la fourchette de 40 % à partir de la fin de la soixantaine. Le ratio P75/P25 a moins varié, mais la mesure P90/P10 a également augmenté parmi les ménages jusqu'en début de soixantaine, avant de retomber aux niveaux observés chez les ménages en fin de quarantaine. Ces résultats indiquent que la fluctuation du revenu est plus prononcée que celle de la consommation, conformément aux paradigmes de base de la TCV.

Même si la variance de la consommation n'a pas beaucoup varié pour les ménages pendant la période, la source de la variance pourrait avoir changé, notamment parce que les habitudes de consommation ont changé pendant la période. Cette hypothèse est vérifiée au moyen d'une technique simple de décomposition de la variance, où la variance de la consommation totale est exprimée comme la somme pondérée de la variance de tous les articles de consommation, en plus d'une série de termes de covariance. D'une façon plus structurée, si Z représente la consommation totale, on peut aussi l'exprimer par la somme des quatre principaux articles de consommation (représentés par les termes X_1 à X_4 dans l'équation suivante) :

$$Z = c_1X_1 + c_2X_2 + c_3X_3 + c_4X_4 \quad (3)$$

où c_1 à c_4 représentent les proportions de chaque article de consommation dans la consommation totale.

La variance de la consommation totale peut donc être exprimée comme suit :

$$Var(Z) = c_1^2Var(X_1) + c_2^2Var(X_2) + c_3^2Var(X_3) + c_4^2Var(X_4) + termes\ de\ covariance \quad (4)$$

Le tableau 9 indique les résultats de la procédure de décomposition de la variance, exprimés en pourcentage de la variance totale. Si l'on prend l'exemple des ménages en fin de quarantaine, on constate que 11 % de la variance totale de la consommation par adulte provenait des dépenses au titre de la résidence et des propriétés, 15 % provenait des dépenses au titre de la nourriture, des vêtements et des soins et près de 68 % provenait des termes de covariance[24]. Autrement dit, 11 % de l'inégalité de la consommation était attribuable au logement, tandis que 15 % provenait de la

24. En termes simples, les termes de la covariance indiquent dans quelle mesure la variance globale est attribuable aux déplacements de sous-composantes de la consommation de l'ensemble des ménages.

nourriture, des vêtements et des soins, et près de 68 % provenait des articles de covariance (fait intéressant, très peu de la variance totale était attribuable aux variations des deux autres articles de dépenses, soit les transports et les autres dépenses). Des résultats semblables ont été obtenus pour la variance de la consommation totale des ménages.

Tableau 9
Décomposition de la variance de la consommation

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixtantaine	Début de septantaine
			pourcentage		
Variance de la consommation totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Résidence et propriétés	9,8	9,9	23,5	21,4	31,6
Transport	1,1	2,6	1,0	1,9	1,3
Alimentation, vêtements et soins	20,8	14,6	7,6	11,3	8,0
Autres	3,7	4,3	2,0	1,9	1,0
Termes de covariance	64,6	68,6	66,0	63,5	58,1
Variance de la consommation par adulte	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Résidence et propriétés	10,9	13,5	23,9	25,9	32,1
Transport	1,0	2,3	0,7	1,8	0,9
Alimentation, vêtements et soins	15,4	12,0	6,1	9,8	6,8
Autres	4,7	5,0	2,1	2,3	1,0
Termes de covariance	67,9	67,2	67,1	60,2	59,2

Note : Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.
Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Cependant, la proportion de la variance attribuée à des écarts au chapitre des dépenses de logement a augmenté considérablement pendant la période, tandis que la variance attribuable aux variations des dépenses au titre des autres articles a considérablement diminué. Près du tiers de la variance totale pourrait être attribuée aux variations des dépenses de logement parmi les ménages en début de septantaine, tandis que seulement 8 % de la variance était attribuable aux dépenses relatives à la nourriture, aux vêtements et aux soins. La proportion attribuable à des articles de covariance a également légèrement diminué, passant de 65 % à 58 %, ce qui porte à croire que même si la variance totale a peu changé, les sources des différences de niveaux de consommation des ménages ont changé au fil du temps. Cette observation confirme également que les dépenses relatives au logement représentent une plus grande proportion de la consommation pour les ménages âgés.

7 Conclusion

Des recherches précédentes ont indiqué que les Canadiens ont atteint des taux de remplacement du revenu relativement élevés. Selon LaRochelle-Côté, Myles et Picot (2010), les personnes remplacent habituellement 80 % de leur revenu familial au fil du temps. Cependant, on ne sait pas grand-chose sur les variations des habitudes de consommation des Canadiens vieillissants sur la même période. Le présent document examine l'évolution des dépenses et des habitudes de consommation au fil du temps pour une cohorte de ménages ayant à leur tête une personne qui était en fin de quarantaine au début des années 1980. Des groupes synthétiques de personnes jugées « représentatives » au sein de ce groupe ont été créés à partir de versions transversales subséquentes de l'Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et de l'Enquête sur les dépenses des ménages (EDM). La consommation et les dépenses ont ensuite été examinées à cinq moments importants du cycle de vie d'une cohorte de Canadiens au fil des années.

Lorsqu'on les examine dans leur ensemble et sans rajustement, les dépenses liées au logement et la consommation ont toutes deux diminué pendant la période, mais elles n'ont pas diminué autant que le revenu total. Cependant, cette baisse pourrait être imputée aux besoins moins élevés des ménages, puisque le nombre de membres du ménage a diminué, pour passer de 3,4 à 1,7 en moyenne pendant cette période pour la cohorte à l'étude, et que la majeure partie de la variation de la consommation était attribuable à des replis des dépenses au titre de la nourriture, des vêtements et des soins ainsi que des autres dépenses.

Pour tenir compte de l'effet du repli de la taille des ménages, les résultats ont également été exprimés par adulte. Selon cette approche, les dépenses ont également diminué, mais dans une mesure bien moindre. Par ailleurs, la consommation est demeurée relativement stable, parce que les ménages dirigés par des personnes en début de septantaine à la fin des années 2000 ont consommé 95 % du montant consommé par les personnes en fin de quarantaine exactement 26 ans plus tôt. En comparaison, on a observé un taux de remplacement de 85 % du revenu total par adulte dans une définition du revenu qui comprend les flux provenant des services de logement.

Malgré la faible variation de la consommation au fil du temps, du moins par adulte, la composition de la consommation a changé. Pour les ménages septuagénaires, une plus forte proportion de la consommation était allouée au logement, et une proportion moindre à la nourriture, aux vêtements et aux soins (principalement en raison des réductions des dépenses au titre de la nourriture et des vêtements). Malgré la hausse de la consommation de biens et services liés à la santé, cette consommation demeurait très modeste en moyenne.

Enfin, contrairement à la dispersion du revenu, la dispersion de la consommation n'a pas beaucoup varié pendant la période parmi les ménages (la dispersion de la consommation se maintenant en moyenne autour de 30 % de la moyenne comparativement à 40 % à 55 % pour la dispersion du revenu). Cependant, la source de la variance fluctuait au fil du temps, la source de la variance totale étant devenue caractérisée essentiellement par des variations de la consommation liée au logement pour tous les ménages, et beaucoup moins caractérisée par des variations de la consommation de la nourriture, des vêtements et des soins.

La plupart des études réalisées jusqu'ici n'ont pas tenu compte de la question de la nature indivisible des biens (p. ex., le logement) et se sont intéressées uniquement aux biens divisibles (p. ex., les dépenses relatives à la nourriture, aux vêtements et aux soins de santé). Il est important de tenir compte des biens indivisibles. Bien que la question n'ait pas été soulevée directement dans le présent document, on y a démontré que la consommation de tels biens s'accroît au fil du cycle de vie, ce qui donne lieu à l'étalement de l'ensemble complet des biens de consommation au fil du temps.

Annexe A : Description de la cohorte synthétique

À mesure que la cohorte vieillissait, la répartition régionale n'a pas beaucoup changé, mais certaines variations ont été observées en ce qui concerne la composition des ménages, les tendances relatives à l'accession à la propriété et les niveaux de revenu (tableau explicatif 1).

D'abord, la présence d'enfants dans le ménage était moins courante parmi les ménages âgés. Parmi les ménages en fin de quarantaine, 64 % avaient des enfants vivant à la maison, tandis que cette proportion tombait à 6 % au moment où les ménages franchissaient le cap de 70 ans. À partir de cet âge, près de la moitié de l'échantillon se composait de couples vivant ensemble. De plus, la proportion de personnes seules augmentait à mesure que la cohorte vieillissait, en particulier pour les femmes. Ce phénomène met en évidence la nécessité de discuter des résultats obtenus par adulte dans le document.

Les tendances de l'accession à la propriété ont également changé, quoique d'une manière moins marquée que la structure familiale des ménages. La proportion de ménages vivant dans des logements unifamiliaux est demeurée plutôt stable au fil du temps, mais la proportion des ménages vivant en appartement a augmenté légèrement, pour passer de 15 % à 29 %. En ce qui concerne le taux de propriété, la proportion de locataires dans l'échantillon a augmenté de la fin de la quarantaine au début de la septantaine. La proportion de ménages ayant une hypothèque a également diminué, passant de 42 % en fin de quarantaine à moins de 11 % en début de septantaine. Cette tendance confirme la documentation sur les taux de propriété, qui indiquait que la proportion de propriétaires-occupants ayant une hypothèque diminue progressivement avec l'âge (Hou, 2010; Brown, Hou et Lafrance, 2010). Pour cette cohorte particulière, une augmentation de l'âge et une diminution du nombre de membres de la famille ne semblent pas corrélées avec une tendance à emménager dans un logement plus petit ou en location.

Des changements ont également été observés en ce qui concerne la structure des revenus et des niveaux de revenu pendant la période. Pour les ménages en fin de quarantaine, la principale source de revenu avait tendance à provenir des gains, comme les salaires et traitements et le revenu provenant d'un travail autonome. Cependant, après la retraite des ménages (ou pour les ménages en fin de soixantaine ou au début de la septantaine, lorsque la majorité d'entre eux ont pris leur retraite), le revenu du ménage provenait principalement de transferts gouvernementaux (y compris les pensions du gouvernement) et d'autres sources de revenus, comme les pensions de retraite privées et les rentes. Environ les deux tiers du revenu des ménages dirigés par des personnes de 70 ans et plus provenait de ces deux mesures du revenu.

Plus de la moitié des ménages en fin de quarantaine se situaient dans l'échelon de revenu supérieur de plus de 50 000 $. Cette proportion de ménages s'est fixée à 14 % dès que les ménages ont franchi le cap de 70 ans. À cet âge, une plus forte proportion de ménages avaient un revenu annuel inférieur à 35 000 $. Ce changement du revenu est attribuable à un taux de remplacement du revenu de moins de 100 % après la retraite (LaRochelle-Côté, Myles et Picot, 2010).

Les données sur d'autres caractéristiques (comme l'immigration) n'étaient pas toujours disponibles, tandis que celles sur d'autres encore (sexe de la personne repère) étaient tout simplement inutilisables en raison des variations de la définition de la personne repère d'une enquête à l'autre[25].

25. Les chiffres de l'immigration ont toutefois été vérifiés en comparaison des données du recensement à partir d'une cohorte de personnes définie de façon semblable. La proportion d'immigrants était de 24,8 % chez les personnes qui avaient entre 45 et 48 ans en 1981 et a grimpé à 30,6 % chez les personnes qui avaient entre 70 et 74 ans en 2006.

Tableau explicatif 1
Caractéristiques de la cohorte

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine
			pourcentage		
Région					
Provinces atlantiques	7,6	6,6	8,3	8,1	8,3
Québec	25,5	29,5	25,6	28,2	25,2
Ontario	39,2	40,9	35,8	36,9	38,6
Prairies	15,9	12,2	15,3	13,7	16,0
Colombie-Britannique	11,9	9,7	15,1	13,2	12,3
Type de ménage					
Hommes seuls	6,4	7,9	8,7	8,0	11,9
Femmes seules	5,1	9,5	15,9	21,6	27,3
Couples seulement	10,2	33,3	48,3	52,0	45,1
Couples ayant des enfants ou vivant avec des personnes apparentées	64,0	39,2	18,1	10,9	6,2
Parents seuls	10,5	5,3	3,6	2,4	3,7
Autres ménages mixtes	3,9	4,8	5,5	5,1	6,0
Type de logement					
Maison individuelle non attenante	67,9	66,2	64,9	62,1	57,6
Maison jumelée	4,7	2,9	3,4	5,0	4,5
Maison en rangée	5,5	3,1	3,7	2,6	3,6
Duplex	4,7	2,9	3,8	3,6	2,3
Appartement	15,0	22,1	21,2	24,8	28,9
Autres types de logement	2,3	2,9	3,0	1,9	3,1
Mode d'occupation du logement					
Locataire	25,4	26,5	24,9	26,6	27,6
Propriétaire sans hypothèque	32,9	51,3	56,3	61,2	61,7
Propriétaire ayant une hypothèque	41,8	22,2	18,8	12,3	10,7
Composition du revenu					
Gains	87,2	80,0	52,4	28,5	18,9
Revenu d'investissement	5,9	6,0	6,3	5,9	7,5
Transferts gouvernementaux	5,6	7,6	21,4	40,9	47,2
Autres sources	1,3	6,4	20,0	24,7	26,5
Niveau de revenu					
Moins de 20 000 $	7,4	5,5	27,2	31,4	31,8
20 000 $ à 34 999 $	15,8	9,9	31,8	35,7	36,0
35 000 $ à 49 999 $	20,6	12,3	19,9	18,6	17,7
50 000 $ ou plus	56,3	72,4	21,1	14,3	14,4

Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

Annexe B : Une solution de rechange pour obtenir les chiffres en fonction de l'équivalent par adulte

Les résultats exprimés par adulte peuvent être vérifiés comme suit. D'abord, les mêmes résultats sont recalculés en avançant l'hypothèse qu'aucunes économies d'échelle ne peuvent être réalisées pour les biens non durables (en divisant l'ensemble de la consommation des biens non durables par le nombre de personnes dans la famille). Ensuite, la consommation de biens durables est réduite par la racine carrée traditionnelle de la taille de la famille (puisque personne ne voudrait contester l'argument qu'aucunes économies d'échelle ne pourraient être réalisées par les membres du ménage pour des articles tels que le logement, les meubles ou les automobiles). Les résultats sont ensuite compilés pour obtenir des chiffres de consommation de rechange, exprimés selon l'équivalent par adulte.

Tableau explicatif 2
Habitudes de consommation détaillées tout au long du cycle de vie, équivalent par adulte

	Fin de quarantaine	Milieu de cinquantaine	Début de soixantaine	Fin de soixantaine	Début de septantaine	Différence [1]
			dollars constants de 2002			
Résidence et propriétés	7 600	8 900	9 500	9 300	10 600	3 000
Transport	3 300	4 200	3 500	3 900	3 700	400
Alimentation, vêtements et soins	5 500	5 400	5 000	5 200	5 500	0
Autres	2 800	3 000	2 600	2 700	2 400	-400
			pourcentage			
Pourcentage du total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Résidence	39,6	41,4	46,1	44,1	47,7	100,0
Transport	17,2	19,5	17,0	18,5	16,7	13,3
Alimentation, vêtements et soins	28,6	25,1	24,3	24,6	24,8	0,0
Autres	14,6	14,0	12,6	12,8	10,8	-13,3

1. Différence (en dollars) entre les ménages en début de septantaine et les ménages en fin de quarantaine. Les chiffres ne font peut-être pas toujours le compte exact en raison de l'arrondissement.
Sources : Enquête sur les dépenses des familles (EDF) et Enquête sur les dépenses des ménages (EDM).

La méthode de rechange pour mesurer la consommation de résidence et de propriétés donne essentiellement des résultats qui sont très semblables à ceux que l'on a obtenus en tenant compte de la racine carrée de la taille de la famille. Comme proportion de la consommation totale, la résidence et les propriétés représentent près de 50 % du total.

En réduisant la consommation des biens non durables par le nombre de personnes dans la famille, on obtient très peu de changement en ce qui concerne la consommation de transports, de nourriture, de vêtements, de soins et d'autres articles pour les ménages au moment où ils franchissent le cap de 70 ans. Par conséquent, les répartitions sont semblables à celles obtenues à la section 5.

Bibliographie

Ameriks, J., A. Caplin et J. Leahy. 2002. *Retirement Consumption: Insights from a Survey.* New York. Teachers Insurance and Annuity Association-College Retirement Equities Fund (TIAA CREF) Institute. TIAA-CREF Working Paper Series. N° 7-010102.

Banks, J., R. Blundell et S. Tanner. 1998. « Is there a retirement-savings puzzle? » *The American Economic Review.* Vol. 88. N° 4. p. 769 à 788.

Bernheim, B.D., J. Skinner et S. Weinberg. 2001. « What accounts for the variation in retirement wealth among U.S. households? » *The American Economic Review.* Vol. 91. N° 4. p. 832 à 857.

Brown, M., F. Hou et A. Lafrance. 2010. *Revenus des Canadiens à l'âge de la retraite et en âge de travailler : prise en compte de la propriété.* Produit n° 11F0027M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE). N° 64.

Brown, M., et A. Lafrance. 2010. *Revenu provenant d'un logement occupé en propriété chez les Canadiens en âge de travailler et à l'âge de la retraite, 1969 à 2006* . Produit n° 11F0027M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE). N° 66.

Browning, M., et T.F. Crossley. 2001. « The life-cycle model of consumption and savings ». *The Journal of Economic Perspectives.* Vol. 15. N° 3. p. 3 à 22.

Buhmann, B., L. Rainwater, G. Schmaus et T.M. Smeeding.1988. « Equivalence scales, well-being, inequality, and poverty: Sensitivity estimates across ten countries using the Luxembourg Income Study (LIS) database ». *The Review of Income and Wealth.* Vol. 34. N° 2. p. 115 à 142.

Chawla, R.K. 2005. « L'évolution des habitudes de dépenses des Canadiens âgés ». *L'emploi et le revenu en perspective.* Vol. 6. N° 12. Produit n° 75-001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa.

Chawla, R.K., et T. Wannell. 2005. « Dépenser ou épargner? ». *L'emploi et le revenu en perspective.* Vol. 6. N° 3. Produit n° 75-001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa.

Denton, F.T., R. Finnie et B.G. Spencer. 2009. *Patterns of Retirement as Reflected in Income Tax Records for Older Workers.* Hamilton. McMaster University. Social and Economic Dimensions of an Aging Population (SEDAP) Research Paper Series. N° 257.

Denton, F.T., D.C. Mountain et B.G. Spencer. 2002. *Age, Retirement and Expenditure Patterns: An Econometric Study of Older Canadian Households.* Hamilton. McMaster University. Social and Economic Dimensions of an Aging Population (SEDAP) Research Paper Series. N° 82.

Fisher J.D., D.S. Johnson, J. Marchand, T.M. Smeeding et B.B. Torrey. 2005. *The Retirement Consumption Conundrum: Evidence from a Consumption Survey.* Chestnut Hill, Mass. Centre for Retirement Reseach, Boston College. Center for Retirement Research Working Papers. No. 2005-14.

Friedman, M. 1957. *A Theory of the Consumption Function.* Princeton, N.J. Princeton University Press.

Gouvernement du Canada. Task Force on Retirement Income Policy. 1980. *The Retirement Income System in Canada : Problems and Alternative Policies for Reform.* Two volumes. Ottawa. Task Force on Retirement Income Policy.

Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Nations Unies, Organisation de coopération et de développement économiques et Union européenne). 1993. *Système de comptabilité nationale 1993.* New York. United Nations Statistics Division, Department for Economic and Social Information and Policy Analysis. http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna1993.asp (consulté le 4 février 2011). En anglais seulement.

Hamermesh, D.S. 1984. « Consumption during retirement: The missing link in the life cycle ». *The Review of Economics and Statistics.* Vol. 66. N° 1. p.1 à 7.

Hou, F. 2010. *L'accession à la propriété pendant le cycle de vie des Canadiens : analyse fondée sur les données du Recensement de la population du Canada.* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 325.

Hurd, M.D., et S. Rohwedder. 2003. *The Retirement-Consumption Puzzle: Anticipated and Actual Declines in Spending at Retirement.* Cambridge, Mass. National Bureau of Economic Research (NBER). NBER Working Paper. N° 9586.

Hurd, M.D., et S. Rohwedder. 2006. *Some Answers to the Retirement-Consumption Puzzle.* Cambridge, Mass. National Bureau of Economic Research (NBER). NBER Working Paper. N° 12057.

Hurd, M.D., et S. Rohwedder. 2008. *The Retirement Consumption Puzzle: Actual Spending Change in Panel Data.* Cambridge, Mass. National Bureau of Economic Research (NBER). NBER Working Paper. N° 13929.

Hurst, E. 2008.« Understanding consumption in retirement : Recent developments. » *Recalibrating Retirement Spending and Saving.* J. Ameriks and O.S. Mitchell (eds.). New York. Oxford University Press. Chapitre 3. p. 29 à 46.

LaRochelle-Côté, S., J. Myles et G. Picot. 2011. « Family Dissolution and Replacement Rates ». Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. À paraître.

LaRochelle-Côté, S., J. Myles et G. Picot. 2010. *Remplacement du revenu familial pendant les années de retraite : quels sont les résultats des Canadiens?* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 328.

LaRochelle-Côté, S., J. Myles et G. Picot. 2008. *Sécurité et stabilité du revenu à la retraite au Canada.* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 306.

Lise, J. 2001. *Is Canada's Retirement Income System Working?* Ottawa. Department of Finance Canada. Economic Studies and Policy Analysis Division. Finance Department Research Paper No. 2003-02.

Lusardi, A. 1996. « Permanent income, current income, and consumption: Evidence from two panel data sets ». *Journal of Business and Economic Statistics.* Vol. 14. N° 1. p. 81 à 90.

Miniaci, R., C. Monfardini et G. Weber. 2003. *Is there a Retirement Consumption Puzzle in Italy?* London. The Institute for Fiscal Studies (IFS). IFS Working Paper no. WP03/14.

Mintz, J.M. 2009. *Rapport sommaire des travaux de recherche sur le niveau adéquat de revenu de retraite.* Ottawa. Ministère des finances. Préparé pour le Groupe de travail sur le niveau adéquat du revenu de retraite établi par les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances. http://www.fin.gc.ca/activty/pubs/pension/riar-narr-fra.asp (consulté le 5 février 2011).

Modigliani, F., et R. Brumberg. 1954. « Utility analysis and the consumption function: An interpretation of the cross-section data ». *Post-Keynesian Economics.* K.K. Kurihara (ed.). New Brunswick, N.J. Rutgers University Press. p. 388 à 436.

Nelson, J.A. 1993. « Household equivalence scales: Theory versus policy? » *Journal of Labor Economics.* Vol. 11. N° 3. p. 471 à 493.

Pendakur, K. 1998. « Changes in Canadian family income and family consumption inequality between 1978 and 1992 ». *The Review of Income and Wealth.* Vol. 44. N° 2. p. 259 à 283.

Perrin, G. 1969. « Reflections on fifty years of social security ». *International Labour Review.* Vol. 99. N° 3. p. 249 à 290.

Phipps, S., et T.I. Garner. 1994. « Are equivalence scales the same for the United States and Canada? » *The Review of Income and Wealth.* Vol. 40. N° 1. p. 1 à 17.

Robb, A.L., et J.B. Burbidge. 1989. « Consumption, income, and retirement ». *Canadian Journal of Economics.* Vol. 22. N° 3. p. 522 à 542.

Schellenberg, G., et Y. Ostrovsky. 2009. *Protection en matière de pensions, situation par rapport à la retraite et taux de remplacement du revenu d'une cohorte de personnes âgées canadiennes.* Produit n° 11F0019M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 321.

Smeeding, T.M., et L. Rainwater. 2004. « Comparing living standards across nations: Real incomes at the top, the bottom, and the middle ». *What Has Happened to the Quality of Life in Advanced Industrialized Nations?* E.N. Wolff (ed.). Northampton, Mass. Edward Elgar Publishing. New York University and the Levy Economics Institute. p. 153 à 184.

Smith, S. 2004. *Can the Retirement Consumption Puzzle Be Resolved? Evidence from UK Panel Data.* London. The Institute for Fiscal Studies (IFS). IFS Working Paper WP04/07.

Statistique Canada. 2000. *Note destinée aux anciens utilisateurs des données de l'Enquête sur les dépenses des familles.* Produit n° 62F0026MIF-00002 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Division de la statistique du revenu.

Ulker, A. 2004. *Consumption Patterns around the Time of Retirement: Evidence from the Consumer Expenditure Surveys.* Canberra. Australian National University, Economics Program, Research School of Social Sciences. Manuscript (preliminary draft).